

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT POUR UNE MÊME POLITIQUE



NOUS REFUSONS TOUJOURS DE PAYER LEURS CRISES !

Dossier

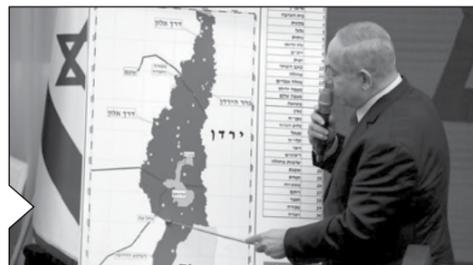
Licenciements, suppressions de postes, attaques contre les conditions de travail: une offensive globale **Pages 6 et 7**

ÉDITO

«Un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice!»
Page 2

PREMIER PLAN

Israël/Palestine: que se passe-t-il autour de l'annexion? Page 2



ACTU POLITIQUE

«Vague verte»: forte, ambiguë mais propice au débat
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Yolande Bouin, l'une des participantEs de la Convention citoyenne pour le climat Page 12



édito

Par MANON BOLTANSKY

« Un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice! »

Heureusement que Macron a pris soin, en début de mandat, de déclarer l'égalité femmes-hommes comme « grande cause du quinquennat »... Cette blague amère avait déjà fait long feu, notamment autour de la promesse à nouveau piétinée d'un ministère dédié aux questions des droits des femmes. Même Marlène Schiappa, l'inexistante secrétaire déléguée à ces questions, voit son champ encore réduit à la simple « citoyenneté » et se retrouve... sous l'autorité de Gérald Darmanin au ministère de l'Intérieur, agresseur réputé et homophobe notoire, grand défenseur de « la Manif pour tous » opposé au mariage et à la PMA pour toutes les femmes (encore une fois repoussée). À la place du secrétariat amputé de Schiappa, Macron a nommé Elisabeth Moreno. Une patronne de la « tech », digne représentante de la start-up nation aux idées plus que « modérées » sur les questions d'égalité et de sexisme. Ses conseils pour lutter contre le sexisme en entreprise ? Monter dans la hiérarchie... Malin, non ? Une réponse symptomatique de sa conception libérale de la lutte contre les oppressions, oscillant entre un individualisme crasse et un sexisme très fortement intériorisé. Mais ce sont deux hommes qui ont fait exploser notre colère et celle de toutes les féministes et les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles. L'Élysée, interrogé sur son choix de nommer un ministre toujours visé dans une enquête pour viol, a déclaré que cela n'était « pas un obstacle ». Deux hypothèses donc : le gouvernement considère qu'avoir violé une femme (en utilisant son statut de maire de Tourcoing) n'est pas un critère discriminant pour un ministre (ne faut-il pas séparer l'homme du ministère après tout ?) ; ils ne s'inquiètent pas de l'issue de la procédure judiciaire. Les faibles statistiques concernant les condamnations dans ce genre de procès leur donnent raison. Mais Macron aura malgré tout pris soin d'assurer ses arrières : en nommant Dupond-Moretti à la justice, il finit de boucler cette ignoble boucle, en choisissant celui qui n'a eu de cesse, dans ses procès, d'agresser et d'accuser les femmes victimes, les associations féministes... Ils ont choisi le défenseur du droit à draguer, importuner, toucher, un des pourfendeurs de #metoo. Ce gouvernement envoie un message clair aux femmes et aux militantes en se plaçant du côté des agresseurs, en crachant à la face de toutes les victimes... Une fois de plus. Le mépris et la violence de ces annonces n'appellent qu'un seul type de réponse : notre rage, notre détermination et notre mobilisation la plus totale à faire dégager ce gouvernement et tous les porcs qu'il protège.

BIEN DIT

La comparaison entre France et États-Unis ne signifie pas que la « question raciale » a le même poids dans les deux pays, mais elle oblige à tenir compte que la France a connu sa propre trajectoire de racialisation des pratiques de police.

EMMANUEL BLANCHARD (historien), Bastamag, 1^{er} juillet 2020.

À la Une

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT POUR UNE MÊME POLITIQUE

Nous refusons toujours de payer leurs crises!

La nomination de Jean Castex comme Premier ministre avait annoncé la couleur. Ce proche de Sarkozy est connu pour avoir mis en place la T2A, la tarification à l'activité dans les hôpitaux visant à faire fonctionner ceux-ci comme de véritables entreprises... Anciens comme nouveaux, les ministres de ce gouvernement ne font que le confirmer : Macron veut creuser le sillon d'une politique toujours plus antisociale.

Ainsi le maintien d'un certain nombre de ministres – pourtant fort contestés – marque l'affirmation d'une continuité contre notre camp social.

Associations de malfaiteurs

C'est le cas de Le Maire qui reste à l'Économie, le ministre des milliards distribués à fonds perdu à des entreprises qui suppriment des emplois, sans s'opposer aux fermetures d'usine. C'est aussi Blanquer dans l'Éducation nationale : de la loi qui porte son nom à la prétendue « continuité pédagogique », avec son mépris des élèves et des personnels, l'autoritaire Blanquer aurait bien mérité de dégager pour l'ensemble de son œuvre...

Accusé de viol (avec une enquête en cours), l'arrivée du sarkozyste Darmanin au ministère de l'Intérieur est une provocation, mais c'est surtout un gage donné aux syndicats de police les plus réactionnaires, dans la continuité des déclarations de Macron et des prises de position de divers représentants de l'État pour s'en prendre à la fresque contre le racisme et les violences policières récemment inaugurée à Stains.

L'arrivée surprise de Dupond-Moretti, avocat des prétendues causes perdues mais surtout de ceux qui se croient intouchables (Balkany, Cahuzac, Tron...), confirme la volonté de s'adresser à la droite populiste. Enfin, la nomination de Barbara Pompili, chantre du capitalisme vert et de l'écologie de marché, n'est qu'une



opération de com' au lendemain de la Convention citoyenne sur le climat et de la poussée d'ÉELV dans les urnes. Cela sans parler des nominations d'Amélie de Montchalin, ex-cadre d'Axa, à la fonction publique, ou de l'animatrice télé et désormais ministre sur le retour Roselyne Bachelot, dont le bilan au ministère de la Santé est encore dans toutes les mémoires...

La régression sociale au programme

Pour tout ce petit monde, la feuille de route est claire. À lui seul, le retour au premier plan de la réforme des retraites annoncées par Macron lui-même (avec

l'allongement possible de la durée de cotisation) est une profession de foi que l'on ne connaît que trop, après les semaines d'affrontement social et de grève reconductible dans les transports en décembre et janvier derniers. Avec en plus la petite touche personnelle présidentielle, son mépris social toujours plus grand : il faudrait « mettre fin à cette maladie française qu'est la préférence pour le chômage »... Cela au moment même où les effets de la crise économique engendrent une succession de plans sociaux et d'annonces de licenciements ou de suppression de postes, en particulier dans l'industrie automobile ou aéronautique. Ce sont

des dizaines de milliers d'emplois qui sont ainsi menacés dans ces secteurs, sans même compter les emplois induits : une catastrophe sociale en perspective, qui s'ajoutera à la catastrophe en cours avec les innombrables suppressions de postes, moins visibles mais tout aussi terribles.

Nous ne nous laisserons pas faire!

Avec le choc économique qui vient, pour résister à une crise du capitalisme dont on a vu les multiples effets ces dernières années (crise sanitaire, environnementale, économique, démocratique...), celles et ceux d'en bas doivent prendre leurs affaires en main, d'abord en organisant les résistances. Cela commence le mardi 14 juillet, où les salariéEs, en particulier les personnels hospitaliers, se retrouveront dans la rue pour porter leurs revendications et donner un premier avertissement à Macron et ses amis capitalistes. Dans le contexte des mobilisations internationales de ces dernières semaines contre le racisme et les violences policières, la manifestation de Beaumont-sur-Oise (95) afin d'obtenir la vérité et la justice sur la mort d'Adama Traoré, est aussi un rendez-vous important. Deux dates qui doivent être les premiers jalons d'un été que l'on espère chaud, et qui annoncent une rentrée où les luttes contre ce pouvoir et les capitalistes qu'il sert devront se conjuguer avec la construction d'une alternative à un système toujours plus mortifère.

ISRAËL/PALESTINE

Que se passe-t-il autour de l'annexion?

Depuis des mois, le Premier ministre israélien se vantait du fait que la date du 1^{er} juillet serait celle du début de l'annexion de larges parties de la Cisjordanie, en commençant par les centaines de colonies et la vallée du Jourdain.

Mais alors que la date s'approchait, Netanyahu s'est mis à parler d'une annexion sur une plus petite échelle, déclarant qu'il commencerait par annexer les trois plus grosses colonies de Cisjordanie : Ma'ale Adumim, Gush Etzion et Ariel.

Divergences en Israël

Quelques jours avant le 1^{er} juillet, le partenaire de Netanyahu dans sa coalition, Benny Gantz, a commencé à adoucir ses discours sur

l'annexion, fragilisant la position du Premier ministre. Gantz a non seulement exprimé son opposition à une annexion unilatérale, mais il a en outre ajouté que le 1^{er} juillet n'était pas une « date sacrée » pour l'annexion, et a expliqué qu'il fallait prioriser la crise actuelle liée au Covid-19, et non l'annexion. En plus des querelles au sein du gouvernement Netanyahu, et de l'absence de plan concret d'annexion proposé par le Premier ministre, Diana Buttu, analyste politique

palestinienne, souligne que le report peut également être dû aux pressions internationales croissantes sur Israël : « Les pressions internationales peuvent aider dans la mesure où c'est la première fois qu'il y a un focus sur les agissements israéliens ; il y a une condamnation mondiale, et c'est la première fois que l'on voit les gens s'intéresser à la vie des Palestiniens dans la vallée du Jourdain et d'autres zones concernées par l'annexion. » L'absence de toute annonce officielle de Netanyahu le 1^{er} juillet, ainsi que la montée des pressions internationales et les menaces de l'Autorité palestinienne de se soustraire à ses obligations, ont conduit beaucoup de gens à se demander si l'annexion allait se produire. Mais pour certaines voix critiques, la question n'est pas

de savoir si l'annexion va avoir lieu, mais quand.

Une priorité pour Netanyahu

« L'annexion s'est imposée comme la principale priorité du gouvernement israélien, qui veut profiter du feu vert donné par Donald Trump avec son "Deal du siècle" », explique Noura Erakat, militante et universitaire américano-palestinienne. Avec l'hypothèse d'une fin de mandat pour Trump en novembre, certains analystes estiment que Netanyahu pourrait être pressé d'agir, avec au moins une annexion partielle avant les élections US de novembre.

Diana Buttu estime que, quand bien même Trump serait battu par Joe Biden, l'annexion ne passerait pas à la trappe. « Je pense que Netanyahu regarde l'alignement politique des planètes » avec deux éléments à l'esprit », explique-t-elle. « Le

Un monde à changer

SOLIDARITÉ ANTIRACISTE ET ANTISEXISTE AVEC DANIÈLE OBONO!

Depuis plusieurs jours, c'est à un véritable déferlement de haine raciste et sexiste que l'on assiste sur les réseaux sociaux, ciblant la députée de La France insoumise Danièle Obono. Cette dernière a eu l'outrecuidance de faire remarquer, lors de la nomination de Jean Castex au poste de Premier ministre, qu'une fois de plus le choix s'était porté sur «un homme blanc de droite bien techno et gros cumulard». Une vérité factuelle qui n'a pas plu à l'extrême droite et à la droite extrême, qui se déchaînent depuis en traitant Danièle Obono de «raciste» au motif qu'elle aurait critiqué le nouveau Premier ministre en raison de la couleur de sa peau.

On croit rêver, ou plutôt cauchemarder, lorsque ce sont des spécialistes bien connus du racisme et de l'islamophobie qui se parent de vertus antiracistes, a fortiori lorsqu'ils s'en prennent spécifiquement à une députée noire, alors qu'elle est loin d'être la seule à avoir fait remarquer que le «nouveau monde» ressemblait décidément beaucoup à l'ancien, avec des représentants d'une homogénéité toujours aussi forte et ressemblant bien peu à la société dans ses diversités. Mais bien

évidemment, ceux qui s'insurgent que l'on fasse remarquer que Jean Castex est, entre autres, un «homme blanc», préfèrent s'en prendre à une femme noire, à grands renforts de propos racistes et sexistes, ainsi que de menaces que nous nous épargnerons de reproduire ici...

Les mêmes ont été beaucoup moins bavards lorsque l'humoriste Gérard Dahan s'est fendu de deux tweets authentiquement racistes, affirmant notamment que Sibeth N'Diaye «aurait été contactée par la Compagnie Créole» (sic) après sa sortie du gouvernement et diffusant une photo de la nouvelle ministre Elisabeth Moreno, noire elle aussi, suggérant qu'il s'agissait de Sibeth N'Diaye avec une nouvelle coiffure (car chacun sait que touTEs les noirEs se ressemblent).

Notre solidarité antiraciste et antisexiste vis-à-vis de Danièle Obono est totale, et nous lui apportons tout notre soutien face au déferlement de haine auquel elle est confrontée, venu d'un camp réactionnaire de toute évidence de plus en plus crispé et brutal à l'heure où une vague internationale de mobilisations antiracistes, portée par les premierEs concernéEs, ébranle les fondations d'un système de domination et de hiérarchisation raciales qui n'a que trop duré.

VIOLENCES POLICIÈRES Quatre ans après, mobilisation pour exiger la justice et la vérité pour Adama

Le 18 juillet prochain aura lieu, à Beaumont-sur-Oise (Val d'Oise), la marche annuelle commémorant le meurtre d'Adama Traoré, tué par les gendarmes le 18 juillet 2016. Un rendez-vous d'autant plus important au vu du contexte dans lequel se déroule, cette année, la marche: celui d'une montée en puissance, à l'échelle internationale, des mobilisations contre le racisme et les violences policières et, en France, d'une polarisation politique particulièrement forte autour de ces questions.

Personne n'aurait parié, il y a deux mois, que le déconfinement se ferait, en France, dans un contexte rendu politiquement et socialement explosif par les mobilisations contre le racisme et les violences policières. C'est pourtant ce qui s'est passé, à la faveur de l'indignation internationale suite à la mort de George Floyd à Minneapolis, étouffé par un policier devant des caméras.

Vague de mobilisations

En France, le Comité Adama a joué un rôle particulièrement central dans la construction de ces mobilisations, en organisant un rassemblement massif au TGI de Paris le 2 juin, puis une manifestation encore plus massive place de la République le 13 juin. Le phénomène n'est pas seulement parisien. Impossible de faire ici la liste de toutes les manifestations qui ont eu lieu au cours des deux derniers mois, mais on relèvera que des initiatives importantes ont eu lieu à Bordeaux, Toulouse, Rouen, Marseille, Strasbourg, Montpellier, Nantes, Rennes, Lyon, Lille, etc.,

autrement dit dans la plupart des grandes villes, mais aussi dans nombre de villes de taille moyenne. Dernier épisode en date il y a trois semaines: le rassemblement, de nouveau à l'appel du Comité Adama, pour défendre la fresque contre le racisme et les violences policières inaugurée à Stains et menacée par le syndicat Alliance, qui n'a pas mis ses menaces à exécution mais

a obtenu le soutien du préfet du 93 et du ministère de l'Intérieur, avant que la fresque soit dégradée par de courageux nervis anonymes, puis remise en état avec le soutien de la mairie de Stains.

«Retrouvons-nous, unissons-nous»

«Quatre ans de combat, quatre ans de rencontres avec chacun

d'entre vous, qui avez su nous donner les forces et l'énergie pour croire qu'ensemble nous aurons ce qui nous est dû: la Vérité et la Justice. Mon frère Adama est mort entre les mains des gendarmes le 19 juillet 2016. Grâce à vous tous, son nom vit depuis au-delà des frontières, au-delà des différences. Mon petit frère est devenu le vôtre aujourd'hui. Retrouvons-nous, unissons-nous, à Beaumont-sur-Oise, tous ensemble pour nos droits, pour que la justice l'emporte sur l'impunité policière. Nos vies sont précieuses, défendons-les, construisons un avenir digne et fier pour nos enfants. Écrivons-notre histoire ensemble. Retrouvez-nous nombreux le samedi 18 juillet à Beaumont-sur-Oise!»

Ainsi s'exprime Assa Traoré pour appeler à la marche du 18 juillet, rappelant que le combat Adama dépasse de loin le seul cas, tragique, de son frère, et concerne toutes les victimes de violences, qu'il s'agisse de celles, les plus graves, ayant entraîné la mort, ou de ces humiliations et brimades du quotidien qui rendent la vie impossible dans des quartiers entiers. Le NPA sera bien évidemment présent à la marche, au côté de toutes celles et tous ceux qui refusent de se soumettre à l'ordre policier, de se taire face à l'inacceptable, de renoncer à lutter pour la justice, la vérité et l'égalité.

Julien Salingue



premier est l'élection US qui arrive. Mais même si Trump était battu, je ne pense pas que Biden reviendrait sur l'annexion, tout particulièrement s'il s'agit d'une annexion "à petite échelle", par exemple l'annexion des colonies. Et en plus de cela, avec l'Allemagne désormais à la tête du Conseil de sécurité de l'ONU, la probabilité que l'Allemagne fasse pression pour que des condamnations ou des sanctions soient prononcées contre Israël est très faible, et Netanyahu le sait.»

Maintenir la porte ouverte

Dans le même temps, alors que l'annexion a produit un nouvel intérêt international pour la situation d'occupation de la Cisjordanie, beaucoup de Palestiniens font part de leur inquiétude: si Israël arrêta temporairement le processus d'annexion, la communauté internationale pourrait céder à une fausse impression de

réussite, et en revenir à la complixité habituelle avec l'occupation israélienne illégale.

«C'est exactement ce dont j'ai peur», explique Diana Buttu. «Nous n'avons pas encore vu la communauté internationale se féliciter, mais c'est aussi parce que nous n'avons pas encore entendu de déclaration officielle de Netanyahu affirmant qu'il renonçait à l'annexion. Maintenant que la porte a été ouverte par l'attention portée sur l'annexion, nous devons en profiter pour aller de l'avant et montrer au monde comment Israël met en œuvre une annexion rampante, une annexion de facto.»

Pour l'heure, des militantEs et dirigeantEs palestiniens utilisent la situation pour non seulement avertir contre l'annexion, mais aussi pour mettre en avant des nouvelles idées et projets pour la paix, et de plus en plus de gens en viennent à reconnaître la



WIKIMEDIA COMMONS

réalité: la solution à deux États est morte. Après des années de conflits politiques, les factions palestiniennes rivales Fatah et Hamas se sont retrouvées jeudi [2 juillet] et ont fait le vœu de travailler à lutter ensemble contre l'annexion. Et pendant ce temps, les discussions sur l'avenir de la solution

à un État deviennent de plus en plus mainstream, mais chez les dignitaires du gouvernement palestinien.

Yumna Patel,
traduction Julien Salingue

Version intégrale (en anglais) sur <https://mondoweiss.net/2020/07/annexion-what-exactly-happened/>

Le chiffre

Entre 2 et 3 milliards

C'est en euros, selon le Monde, le montant du «plan d'économies» que s'appête à dévoiler la direction d'EDF. Selon une source citée par Reuters, il s'agit «d'un appel à serrer les boulons de la part de la direction financière dans les différentes entités». Les détails du plan ne sont pas encore connus, mais comme EDF affirme ne renoncer à aucun de ses projets, difficile d'imaginer autre chose que des économies faites sur le dos des salariéEs et des usagerEs...



Agenda

Judi 9 juillet, journée de mobilisation pour la défense de l'emploi dans l'aéronautique.

Judi 9 juillet, journée de mobilisation des salariéEs du commerce.

Samedi 11 juillet, journée de mobilisation pour le droit au logement. À Paris, rendez-vous à 15h à Palais-Royal.

Mardi 14 juillet, journée de mobilisation contre la casse sociale. À Paris, rendez-vous à 14h place de la République.

Samedi 18 juillet, marche pour Adama, Beaumont-sur-Oise (95). À 14h devant la mairie de Persan, arrivée dans le quartier de Boyenal à 16h pour un événement exceptionnel (plus de détails à venir).

Du 23 au 26 août, 12^e université d'été du NPA, Port-Leucate (11). Voir page 10.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Nous devons collectivement rompre avec ce qui est la maladie française: la préférence pour le chômage.

EMMANUEL MACRON, interview à la presse quotidienne régionale, 2 juillet 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MUNICIPALES

Où va le Parti communiste français ?

« Le PCF va rester une force incontournable par le nombre de ses élus locaux sur tout le territoire » déclarait Fabien Roussel à l'heure des comptes de la séquence des municipales. Cette tonalité réjouie qu'il promenait sur les plateaux de la soirée électorale, relève pour le moins de l'auto-persuasion. Elle est, en tout cas, bien loin de répondre aux interrogations de nombre de militantEs du PCF.

Le nombre de conseillerEs élus dans les municipalités ne suffit pas à masquer le recul politique global. De même, les dirigeants de LREM ne trompent personne en se félicitant de l'augmentation du nombre de conseillerEs enregistrée par le parti gouvernemental, car le problème se résume principalement aux démonstrations politiques que l'on peut faire. Or la force du PCF, qui lui a permis de résister, depuis 40 ans, au pari de Mitterrand d'en finir avec la particularité d'un parti communiste hégémonique sur la gauche, était de diriger des municipalités importantes dans les zones ouvrières. C'est aussi ce qui lui a permis d'exister dans le bras de fer avec Mélenchon dans le Front de Gauche et la campagne 2012. Les reculs encaissés aux municipales 2014 ont pesé dans le rapport de forces, ainsi que l'enterrement du Front de Gauche face à l'émergence des Insoumis, alors même que ce sont les élus PCF qui avaient assuré la possibilité de la candidature Mélenchon 2017. D'où le sentiment d'enregistrer une défaite qui fragilise davantage le PCF et met en cause les formes d'existence militante.

La fin du « communisme municipal »

Un des bilans des élections 2020, c'est que le « communisme municipal » a subi le dédagisme dans les villes perdues (Saint-Denis, Aubervilliers, Villestaneuse, Champigny, Choisy-le-Roi, Villeneuve Saint-Georges, Gardanne, Saint-Pierre-des-Corps...), alors que les villes gagnées, sans même parler des conseillerEs élus dans des listes d'union dirigées par des écologistes ne l'ont pas été autour d'un programme de « communisme municipal ». Dans les communes gérées, souvent sans discontinuité depuis 1944 (parfois avant) par le PCF, le filet de sauvetage social que constituent les centres municipaux de santé, le maillage associatif (sportif, culturel...), le soutien à un parc de logement social important, s'est amenuisé. Par-delà des évolutions sociologiques indéniables, la désindustrialisation, et la précarisation généralisée des salariéEs et du prolétariat ubérisé, les phénomènes de gentrification de certaines ex-banlieues ouvrières, il y a aussi la question politique de l'austérité budgétaire. En effet, les maires PCF ont géré leurs municipalités incapables de résister autrement que symboliquement (« les Plumés de l'austérité » dans le 93) aux politiques de gouvernements auxquels le PCF a parfois participé ou qu'il a soutenus de manière critique. Politiques qui ont abouti à restreindre de plus en plus l'autonomie politique des municipalités à travers deux leviers : suppression des ressources des taxes professionnelles, d'habitation... remplacées par des dotations gouvernementales, et transmission aux intercommunalités de nombreuses compétences municipales. Prises dans l'étau, les municipalités communistes ont arbitré des choix de « sacrifices » à coups de délégations de services publics. Processus accompagné de concessions idéologiques sur le terrain de politiques sécuritaires (mise en place de polices municipales, vidéosurveillance...) et de renoncement aux politiques de solidarité avec les mal-logéEs, les réfugiéEs...

Dans le cadre du capitalisme en crise, il n'y aura pas de retour en arrière. Pour les militantEs, l'enjeu des bilans à tirer est de savoir s'il s'agit d'accompagner la longue agonie du PCF ou de se tourner vers les jeunes et les travailleurEs qui se politisent à travers les expériences actuelles, vers les militantEs anticapitalistes, pour construire dans les luttes un projet politique qui redonne son actualité révolutionnaire au mot « communisme ».

Cathy Billard

Forte, ambiguë mais propice au débat

Avec toute la prudence nécessaire compte tenu du phénomène d'abstention record, il semblerait malgré tout que se confirme et s'amplifie un glissement électoral significatif.

Les consciences, les idées, les représentations bougent : ces mouvements sont à analyser avec sérieux car des conclusions politiques doivent en être tirées. EÉLV avait réalisé un bon score aux européennes l'an passé, 13,5%. Transformer l'essai n'était pas gagné d'avance. Dans le contexte d'écœurement démocratique, de la crise du Covid-19 dont l'origine écologique est perçue très largement, les espoirs des militantEs d'EÉLV sont même dépassés.

Succès impressionnants

Marseille, Bordeaux, Lyon, Strasbourg auront unE maire EÉLV. Grenoble confirme son vote de 2014. Des villes moyennes comme Tours, Poitiers, Colombes, Besançon, Annecy sont gagnées par des listes conduites par EÉLV... À Lille, ça c'est joué à peu de choses. Dans de nombreuses villes dirigées par le PS et reconduites, et à Paris en premier lieu, EÉLV conforte ses positions. Certains commentaires affirment que ces succès sont limités aux villes, et les analysent comme vote de couches moyennes. Cette analyse est hâtive car en milieu rural où le score d'EÉLV aux européennes était comparable à celui dans les villes, les appartenances partisanes ne s'affichent que rarement aux municipales.

Alliances à gauche...

Clivage droite-gauche pas mort, n'en déplaise à Yannick Jadot ! C'est sur fond de discrédit massif et rapide du macronisme, suite principalement



aux batailles des Gilets jaunes et sur les retraites mais tout autant de l'affaiblissement très important du PS lors des scrutins de la présidentielle et des européennes, de la marginalisation historique du PCF, que EÉLV a réussi bien souvent à s'ériger en « leader à gauche ». Ce n'était pas le « plan Jadot 2019 » qui stigmatisait « les vieux clivages » mais c'est cela qui s'est réalisé pragmatiquement dans les villes. Avec souvent, il faut bien le noter, des ambiguïtés soigneusement maintenues. Les réalités locales sont diverses bien sûr, et on a pu voir des PS macronistes s'activer sur certaines de ces listes « d'union

de la gauche » comme à Metz où la tête de liste EÉLV était macroniste en 2017 avec un passé à l'UDI. À l'opposé, le lien entre les fortes marches pour le climat et l'élection est assez évidente à Lyon.

... parfois contre le PS

Strasbourg gagnée sur une réelle dynamique et Lille sauvée in extremis par Martine Aubry en sont les exemples les plus nets : la bataille a parfois été celle de « la jeunesse contre le vieux monde ». EÉLV, parti aux effectifs pourtant modestes et à l'orientation très institutionnelle, a réussi à être pôle de rassemblement dans cette campagne électorale.

« VAGUE VERTE »

Vote EÉLV, symptôme du changement d'époque

Les luttes émancipatrices se mènent très rarement dans la plus grande clarté, c'est un euphémisme ! Le capitalisme et son productivisme intrinsèque nous ont fait entrer dans une nouvelle ère, l'anthropocène. Il ne s'agit pas d'un nouveau paragraphe dans la description de la crise du système capitaliste, un paragraphe s'ajoutant aux dimensions sociale, politique ou démocratique. L'écologie nous parle des conditions matérielles de toutes les luttes. Et même si c'est de manière bancale, non explicite, partielle, floue, le vote écolo lors de ces municipales a porté cette idée.

Vitupérer la « vague verte » ou préparer la vague écosocialiste ?

Léo Ferré moquait les fourreurs, petits-bourgeois boutiquiers, « vitupérant l'époque » : quel triste renversement ce serait de voir les révolutionnaires se contenter, en se limitant aux critiques (légitimes) d'EÉLV, de « vitupérer » la « vague verte », n'osant pas révolutionner leur pensée, distinguant le neuf, le radicalement neuf, rechignant à remettre l'ouvrage sur le métier, à travailler les questions écologiques si urgentes et à réorganiser leur pensée !

Commission nationale écologie

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Bilan contrasté pour l'extrême droite

Malgré certaines victoires inquiétantes, notamment à Perpignan, le RN montre les limites actuelles de son implantation militante sur le territoire et, dans de nombreux endroits, de son ancrage local.

Le RN avait présenté 262 listes aux municipales dans des villes de plus de 10 000 habitantEs, là où il y en avait 369 en mars 2014. Après avoir connu des difficultés tout au long de la mandature 2014 à 2020 (avec, au total, environ 40% des conseillerEs FN/RN élus il y a six ans qui ont démissionné de leur mandat), le parti semble avoir misé cette année sur davantage de « rentabilité », présentant des candidatEs surtout là où il avait un minimum de chances de gagner.

Nouvelles villes à mairié RN

Le RN gagne quelques mairies en plus de celles qu'il avait déjà « conquises » en mars 2014 puis regagnées en 2020 (la plupart du temps dès le premier tour). Les principales prises sont Perpignan dans les Pyrénées-Orientales – qui, avec ses 120 000 habitantEs, constituera la municipalité RN la plus peuplée –, la commune de Moissac (12500 habitantEs) dans le Tarn-et-Garonne et celle de Bruay-la-Buissière (22000 habitantEs) dans le Pas-de-Calais. À Perpignan, la bourgeoisie de la ville aura largement basculé en faveur du FN, ce qui s'est manifesté notamment avec le soutien de plusieurs membres de la liste menée par le candidat LREM, liste qui avait été retirée (tout comme la liste EÉLV/PS) pour faire barrage au RN...



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Bien évidemment, là comme ailleurs, le RN pouvait aussi bénéficier d'un soutien d'une partie non négligeable des classes populaires se définissant plutôt comme « blanche » que comme « ouvrière ». Et, spécifiquement à Perpignan, le RN aura aussi joué les « minorités » les unes contre les autres, ici les habitantEs du vieux quartier gitan (Saint-Jacques) – auxquels le RN adressait des signes clairs d'« apaisement » – contre la communauté maghrébine.

Quelques échecs

Dans d'autres cas, le RN a échoué à prendre des mairies qu'il convoitait. Ainsi à Frontignan (Hérault) avec 41,99%, alors qu'une alliance avec des anciens LR au nom de « toute la droite » lui semblait préparer le terrain. Le RN rate aussi ses cibles

à Carpentras (Vaucluse), Vauvert (Gard) ou Menton (Alpes-Maritimes). L'extrême droite doit en outre quitter certaines mairies. Si la chose était attendue à Mantes-la-Ville dans les Yvelines que le FN avait prise en 2014 lors d'une improbable quadrangulaire, le retrait lui paraît plus douloureux ailleurs. À Marseille, l'actuel sénateur Stéphane Ravier avait pris la mairie du septième secteur en mars 2014 ; il la perd en 2020 (49,02%), et sa liste finit en troisième position au niveau de la ville de Marseille (20,3%). Au Luc dans le Var, ville de 11 000 habitantEs, le RN s'incline en 2020 avec 44,27% des voix exprimées. La Ligue du Sud, parti régional d'extrême droite, réussit à conserver la municipalité d'Orange (Jacques Bompard, ex-FN et ex-MPF, maire depuis juin 1995 sans interruption,

a été réélu avec 56,34%) mais perd celle de Bollène. À la mairie de cette dernière, Marie-Claude Bompard résidait depuis 2008. Elle échoue avec 48,19% au second tour.

La lutte contre l'extrême droite continue

Ce bilan, nécessairement provisoire, des élections municipales, marque les limites du maillage territorial actuel du RN. Selon des indications chiffrées de FranceinfoTV du 2 juillet 2020, le parti avait remporté 1438 sièges dans les conseils municipaux de 463 communes en mars 2014. Or, en 2020, au bout des deux tours, il n'en compte plus que 827 dans 271 villes. Cela ne signifie bien évidemment pas la levée de l'« alerte antifasciste ». Il y a un courant de fond très favorable aux idées d'extrême droite. Mais actuellement, l'appareil militant n'est qu'en adéquation imparfaite avec ce terrain idéologique, et il comporte ses propres contradictions ; par exemple entre une ligne qui mise à fond sur la démagogie « sociale » afin de s'adresser à un électoral des classes populaires (RN dans le Pas-de-Calais), et une autre qui cherche avant tout l'alliance avec la droite réactionnaire et la bourgeoisie locale (Sud de la France notamment). La lutte contre le danger d'extrême droite continue nécessairement.

Bertold du Ryon

AMÉRIQUES En pleine crise, le président mexicain rend visite à Trump

Andrés Manuel López Obrador et Donald Trump espèrent un coup de pouce mutuel au milieu des crises que traversent leurs pays.

En échec à domicile, le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), rend visite au président américain Donald Trump cette semaine pour célébrer le nouveau pacte commercial nord-américain. Chacun espère que cette visite leur donnera un coup de pouce politique. Cela semble peu probable, en particulier pour AMLO. La plupart des MexicainEs et des MexicainEs-AméricainEs détestent Trump qui les a appelés « violents et meurtriers » et voulait que le Mexique paie la construction d'un mur destiné à les empêcher d'entrer aux États-Unis. Pourtant, AMLO se comporte en complice des politiques anti-immigration de Trump.

Impréparation

Le Mexique compte aujourd'hui plus d'un quart de million de cas de Covid, avec 30 000 morts, dont la moitié à Mexico. Comme les États-Unis, le Mexique n'a pas pris de mesures adéquates pour lutter contre le virus parce que son président n'a pas pris le virus au sérieux. En mars, il a dit au peuple mexicain de ne pas avoir peur du virus. « Vivez votre vie comme d'habitude », a-t-il déclaré. « Si vous êtes en mesure et avez les moyens de le faire, continuez à emmener votre famille manger au restaurant... car cela renforce l'économie. » Le nombre de cas semble culminer, mais le Mexique ne fait pas beaucoup



de tests et des centaines, voire des milliers de décès dus au Covid-19 n'ont pas été signalés. Les politiques du gouvernement mexicain ont été inefficaces. Il y a eu un confinement entre mars et juin et la reprise se déroule de manière confuse. Des millions de travailleurEs ont perdu leur emploi. Des millions de personnes sont tombées dans le secteur informel de l'économie et la pauvreté. Le Fonds monétaire international prévoit que l'économie mexicaine reculera de 10 % cette année, la plus forte baisse depuis les années 1930. Le programme de relance du Mexique est assez limité et ne permet pas d'arrêter le saignement économique et social.

Violences

La violence des gangs reste également hors de contrôle. Le mercredi 1^{er} juillet, des gangsters d'un cartel de la drogue ont pris d'assaut un centre de désintoxication à Irapuato (ville de 900 000 habitantEs au nord de

Mexico), tuant 26 personnes. Depuis que le président mexicain Felipe Calderón a déclenché la « guerre contre la drogue » en 2006, quelque 250 000 personnes ont été tuées et 60 000 autres ont disparu, dont la plupart peuvent être présumées mortes. Ces homicides se poursuivent au rythme d'environ 3 000 par mois. AMLO avait initialement parlé de lutter contre la criminalité par le biais de programmes sociaux, mais a ensuite décidé de créer une nouvelle force de police militarisée : la Garde nationale. En coopération avec Trump, AMLO a utilisé la Garde pour empêcher les CentraméricainEs et d'autres en route vers les États-Unis d'entrer au Mexique. Pendant la présidence d'AMLO, les tueries n'ont pas cessé. Parmi les nombreux meurtres au Mexique, il y a les féminicides. Le Mexique en a enregistré 1 000 l'année dernière, qui s'ajoutent aux milliers d'autres assassinats qui ont eu lieu au cours des trente dernières années dans les différents États du Mexique.

En février, les MexicainEs ont été particulièrement horrifiés par les meurtres horribles de deux femmes. Ingrid Escamilla, 25 ans, a été poignardée, écorchée et éventrée, et Fatima Cecilia Aldrighett, 7 ans, a été enlevée de son école, son corps a été retrouvé plus tard dans un sac en plastique. Les femmes ont dénoncé les féminicides le 8 mars, lors de Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Mais avril s'est avéré être le mois le plus meurtrier des cinq dernières années, avec un nombre record de 267 femmes tuées. AMLO ne semble pas préoccupé par la violence contre les femmes, qui se poursuit sans relâche.

Mobilisations

Les protestations se développent dans ce contexte. Les travailleurEs de la santé ont manifesté dans plusieurs États, exigeant une augmentation du budget gouvernemental de la santé. Les médecins menacent d'organiser une manifestation nationale le 1^{er} août. Le Front indigène des organisations binationales (FIOB), actif au Mexique et aux États-Unis, organise des manifestations contre la visite d'AMLO à Trump. Souvent décrit comme un gauchiste, AMLO, après deux ans de son mandat de six ans, n'a pas réussi à défendre le peuple mexicain contre la maladie, le chômage ou la criminalité. Et il s'en est remis à Trump sur la question de l'immigration. Pas étonnant alors qu'aujourd'hui 58 % des gens ne le soutiennent pas. La gauche mexicaine critique les politiques d'austérité d'AMLO et appelle à taxer les riches et les grandes entreprises pour payer la crise.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

FÉDÉRATION DE RUSSIE Un simulacre de vote populaire

Le « vote de tous les Russes » pour la réforme constitutionnelle s'est terminé mercredi 1^{er} juillet. Le scrutin, prévu en avril, avait été repoussé en raison du confinement. Sans attendre la fin de la pandémie, les Russes ont été déconfinés et priés de se rendre masqués et gantés aux urnes.

Près de 68 % des électeurEs inscrits se sont levés de leur canapé pour aller voter et entériner l'article 81 de la Constitution qui autorise Poutine à remettre son compte à zéro et à se représenter aux élections présidentielles de 2024.



WIKIMEDIA COMMONS

Poutine jusqu'en 2036 ?

Sans crier gare, Poutine avait pris l'initiative de ladite réforme le 15 janvier. Il présentait son projet de révision, au nom des « changements » réclamés selon lui par le peuple russe. Pour que ce dernier ne puisse prendre le temps de le contredire, la procédure était accélérée. Indépendamment de toute Assemblée constituante, le projet était adopté par la Douma en moins de deux mois. La Cour constitutionnelle ne mouftait pas et déclarait conforme le projet malgré les contradictions de fond flagrantes et les entorses à la forme. Sûr de lui et décidé à se faire acclamer, Poutine imposait son bouquet final : une votation populaire. Les chiffres attendus par Poutine sont là : 77,92 % de votes favorables, notamment grâce aux manœuvres et fraudes habituelles pour arracher des votes ou l'organisation de loteries faisant miroiter des smartphones. Aucune démagogie n'a été épargnée, les spots publicitaires à la TV ont marqué le confinement et les jeunes « bénévoles de la Constitution » sont les « héros principaux des changements ». Vladimir Poutine est en place depuis 2000 et s'y verrait bien jusqu'à 2036 dans le cadre d'un exécutif renforcé notamment par la réforme d'un Conseil d'État à la fonction exorbitante et aux compétences indéfinies ! Les opposantEs au régime et quelques spécialistes ont dénoncé un coup d'État.

La Constitution et la réalité

L'enjeu principal du scrutin était d'accorder une base constitutionnelle à la prolongation du règne de Poutine mais 50 amendements étaient à voter. Les amendements constitutionnalisant la « foi en Dieu » et le mariage hétérosexuel visaient à flatter les plus conservateurs, tandis qu'un volet prétendument social cherchait à appâter les classes populaires. Sur le papier, le projet prévoyait l'assurance d'un régime universel de retraite et l'établissement d'un salaire minimum sur la base d'un « minimum vital » sans pour autant revenir sur une récente réforme des retraites, qui avait donné lieu à une vaste campagne de protestation. Dans la réalité aggravée par la crise sanitaire, la récession est engagée. Le chômage bat son plein et les nombreux travailleurEs, exploités dans le cadre de l'économie informelle, n'ont d'ores et déjà rien à espérer des amorces sociales de la réforme constitutionnelle. Légalement, la voie référendaire aurait exigé un vote amendement par amendement. Mais pas question que les électeurEs puissent s'exprimer en faveur des mesures sociales sans avaliser également le projet institutionnel permettant à Poutine de prolonger son mandat jusqu'en 2036. Foin donc du Référendum constitutionnel, et vive le « Vote de tous les Russes » ! La révision constitutionnelle est entérinée, difficile en revanche d'affirmer que Poutine et sa politique ont été plébiscités. La Constitution rapiécée sur mesure ne suffira pas à Poutine et son régime pour rester en place, si les classes populaires russes venaient à engager un bras de fer pour imposer un changement social et politique que beaucoup appellent de leurs vœux.

Artem Orlov

COVID-19 Inquiétudes en Afrique

Depuis l'apparition de l'épidémie de Covid-19, certains articles ou tribunes d'africanistes dénoncent les Cassandre qui prédisaient une catastrophe en Afrique et mettaient en avant parfois de manière un peu puérile « une capacité de résilience, d'adaptation et d'inventivité forte et éprouvée » en comparaison avec les autres continents, affirmant même que « l'épidémie stagne ou se résorbe »¹. À tort ou à raison ?

Si l'Afrique ne représente que 3,4 % des cas et 1,7 % des décès dans le monde, selon les chiffres de fin juin 2020, l'optimisme doit être fortement nuancé. En effet, les données disponibles peuvent pour certains pays être sujettes à caution, soit pour des raisons politiques, soit par manque de moyens. L'exemple le plus caricatural est peut-être celui du Burundi. Son ancien président Nkurunziza jurait que son pays était protégé par « la grâce divine » avant qu'il ne décède lui-même du Covid-19, même si officiellement les autorités parlent de crise cardiaque. Le cas du Nigeria est également révélateur. Dans le nord du pays, des dizaines de foyers de « morts mystérieuses » ont été enregistrés. En fait, après enquête, la plupart étaient dues à l'épidémie du virus SARS-CoV-2².

L'épidémie s'accélère

Au Congo RDC, dans la région du Kivu, le docteur Denis Mukwege, prix Nobel de la paix pour son action en faveur des femmes victimes de violences sexuelles, vient de démissionner du « Comité de riposte à l'épidémie », dénonçant le manque



de moyens. Les résultats du dépistage prennent au moins deux semaines, empêchant de prendre rapidement les mesures d'isolation sanitaire. Si l'Afrique, comparée à d'autres continents, est moins touchée pour des raisons non encore explicitées scientifiquement, même si des hypothèses sont évoquées – comme la démographie, le climat, la rapidité des mesures prises – elle n'est pas pour autant épargnée. L'épidémie s'accélère : « Il a fallu 98 jours pour atteindre la barre des 100 000 cas et 18 jours seulement pour franchir celle des 200 000 », comme l'indique

la Dr Matshidiso Moeti, pour l'OMS Afrique. Une épidémie qui commence à se propager dans les campagnes où l'offre de soin est largement défaillante. Les pays les plus touchés sont l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui connaît des tensions importantes dans les hôpitaux avec 160 000 cas. Dans des pays comme Madagascar, pourtant bien moins touché par l'épidémie, les personnels soignants ont menacé de se mettre en grève s'ils ne recevaient pas sous huitaine les équipements de protection individuelle³.

Crise économique

Pour éviter un étranglement économique, les autorités ont été amenées à desserrer les règles du déconfinement en dépit d'une situation sanitaire préoccupante, ce qui pourrait expliquer ce regain important du nombre d'infections.

Ce qui est certain, c'est que les pays africains vont devoir faire face à une crise économique majeure avec une épidémie qui ne fait qu'accroître le ralentissement économique que connaissait le continent depuis quelques années. Les pays africains paient l'extrême dépendance de leurs économies vis-à-vis des pays riches. En effet, les exportations massives de matières premières comme le pétrole mais aussi le platine, le caoutchouc, etc., faiblissent du fait de la crise et les importations deviennent plus onéreuses avec la déstructuration des chaînes de ravitaillement. Le poids de la dette augmente dans les budgets nationaux pour des pays comme le Soudan, le Mozambique ou le Congo-Brazzaville. À ce tableau s'ajoute, selon les estimations de la Banque mondiale, la baisse à 20 % des sommes que les travailleurs immigrés envoient à leur famille. La souffrance risque de s'amplifier en l'absence d'amortisseurs sociaux.

Paul Martial

1 – Laurent Vidal, Fred Eboko et David Williamson, « Le catastrophisme annoncé, reflet de notre vision de l'Afrique », lemonde.fr, 8 mai 2020.

2 – Astrid Saint Auguste, « Revue de presse Afrique : une surmortalité due au Covid-19 à Kano, Nigeria », sciencesetavenir.fr, 19 mai 2020.

3 – Fano Rasolo, « Ultimatum des agents de la santé au gouvernement », www.madagascar-tribune.com, 4 juillet 2020.

PATRONS ET GOUVERNEMENT UTILISENT LA CRISE

Les annonces de licenciements tombent par paquets entiers, de grands groupes décident de se passer de certains établissements et de leur personnel. Les travailleurs ont souvent le sentiment d'être dans des situations particulières mais, en réalité, il s'agit d'une offensive globale du patronat et de son gouvernement.

Le gouvernement au service du patronat

« Il ne faut jamais gaspiller une crise importante. C'est une opportunité pour faire des choses que vous pensez ne pas pouvoir faire avant. ». Cette phrase est de Rahm Emmanuel, ancien conseiller d'Obama et figure de l'aile droite du parti démocrate US. C'est ce scénario qui est en train de se jouer. Certes, des artisans, petits commerçants et PME ont de vraies difficultés liées en grande partie à la pandémie, mais la situation est tout autre pour les grands groupes qui ont accumulé les bénéfices et peuvent attendre la reprise qu'ils espèrent d'autant plus fructueuse que pleuvent les aides de l'État. Et les dernières déclarations de Macron montrent qu'il ne renonce à rien, ni à la réforme de l'assurance chômage, ni à celle des retraites, ni à sa politique fiscale (la Convention citoyenne pour le climat s'est faite sèchement rembarquer quand elle a osé suggérer une surtaxe sur les dividendes)! Rien ne doit fondamentalement changer dans la politique suivie et, au contraire, la crise est une opportunité pour accélérer la casse sociale. Au moment où le chômage et les destructions d'emplois explosent, Macron dénonce une « préférence française pour le chômage » et parle de plans sociaux « généreux ». Et pour la suite, il faudra travailler plus et plus longtemps...

Des restructurations programmées

Malgré les déclarations larmoyantes sur les effets de la pandémie et sur la crise économique (qui est par ailleurs une réalité), beaucoup des plans de liquidation d'emplois ne sont pas liés

au Covid-19. Mais aucune raison pour le patronat de ne pas profiter de la bénédiction présidentielle. Le PDG d'Air France, Ben Smith, ne cache pas ses objectifs « *Tout ce que les précédents dirigeants n'ont pas été capables de faire, il faudra que ce soit moi qui le fasse* ». Ainsi, l'État avait garanti un prêt de 7 milliards à Air France, à quoi s'ajoute un plan de relance pour le secteur aéronautique, mais Air France va supprimer 7500 emplois. L'État annonce une aide de plusieurs milliards à Renault et un plan de soutien à l'automobile.

et la renonciation à travailler sur l'innovation.

PSA, Sanofi, Nokia, Airbus...

PSA s'attaque de son côté aux conditions de travail en généralisant les « prêts de personnel » et le télétravail, et engage elle aussi des suppressions d'emplois, à commencer par les intérimaires. Emmanuel Macron se rend dans une usine Sanofi de Lyon pour annoncer un soutien à la relocalisation de l'industrie pharmaceutique et à la recherche. Quelques jours plus tard, Sanofi annonce

Nokia veut se débarrasser de 1233 employés de sa filiale française, l'ex-Alcatel racheté en 2015, alors qu'il n'y a pas eu d'arrêt des activités pour cause de Covid-19 : un plan social « purement financier », comme l'a déclaré un délégué syndical CFDT.

Du côté d'Airbus et d'Air France, en revanche, l'impact du Covid est indéniable. Mais est-ce aux salariés de payer les pots cassés de la politique de dirigeants, aventureuse et fondée sur l'anticipation d'une croissance soutenue et éternelle de l'aérien ? Il s'agit de restaurer les profits et les dividendes des actionnaires au lieu de réduire le temps de travail et de mettre à l'étude des productions alternatives et écologiques.

Construire les ripostes

On pourrait multiplier les exemples. Et les concessions qu'avaient pu auparavant accepter les salariés croyant préserver leurs emplois comptent aujourd'hui pour du beurre. Ainsi, les salariés de l'usine du groupe Daimler de Hambach (Moselle) avaient approuvé lors d'un référendum consultatif en 2015 le « Pacte 2020 », qui prévoyait le retour à 39 heures de travail hebdomadaire, payées 37. En mai 2018, Daimler avait annoncé qu'il investirait 500 millions d'euros à Hambach pour y produire son premier modèle de marque Mercedes, un SUV électrique compact. Tout cela s'est envolé. Pour le patronat et le gouvernement, il s'agit clairement de monter de plusieurs crans dans l'offensive anti-ouvrière engagée depuis des années. Peu importe la casse sociale, peu importe la ruine des territoires. Certes, la mobilisation contre cette politique doit commencer par se construire entreprise par entreprise, voire établissement par établissement pour s'opposer aux suppressions d'emplois, réduire le temps de travail sans perte de salaire pour permettre à tous et toutes de continuer à travailler. Mais face à une offensive centralisée et cynique, la coordination des ripostes devrait être à l'ordre du jour.

Henri Wilno et Robert Pelletier

III ET LE TRIAND



Quelques jours plus tard, Renault annonce la suppression de 15 000 emplois, dont 4 600 en France, ainsi que la fermeture de plusieurs établissements. Le gouvernement, pourtant actionnaire de l'entreprise, se contente de chipoter sur les modalités sans remettre en cause le plan de casse lui-même. Renault prétend tirer les leçons des « surcapacités » héritées de l'ère Carlos Ghosn. Quand on descend au niveau des établissements, on voit des décisions uniquement financières : comme le dénonce la CGT du centre technique de Lardy (91), de telles coupes dans les effectifs et les moyens d'essais de leur établissement, cela signifie à la fois des conditions de travail dégradées

des suppressions d'emplois : 1700 en Europe, dont 1000 en France. Le nouveau directeur général du groupe, le britannique Paul Hudson, avait annoncé dès décembre 2019, soit trois mois après son arrivée, vouloir économiser deux milliards d'euros d'ici à 2022 avec notamment un désengagement dans le diabète et le cardiovasculaire au profit de l'oncologie. Et Sanofi n'a pas renoncé au versement de quelque 4 milliards d'euros de dividendes en 2020! Du côté des grands groupes, les annonces macabres se succèdent. Airbus va supprimer 15 000 postes dans le monde, dont 5 000 en France, et les sous-traitants de l'aéronautique lui emboîtent le pas.

LICENCIEMENTS, S ATAQUES CONTRE



AIRBUS AUCUNE RAISON D'EMPLOI

Airbus a annoncé la suppression de 15 000 emplois (soit 11 % des effectifs), dont 5 138 en France (Airbus et filiales). Le prétexte est bien sûr la crise du secteur aérien et la baisse de production de 40 % décidée afin de tenir compte des demandes de report de livraison faites par les compagnies (il y a très peu d'annulation de commandes : 66 connues au 2 juin... sur un carnet plein pour huit ans). Mais la direction se garde bien de parler des 40 milliards de profits réalisés ces dernières années et du cash dont elle dispose. Et l'annonce de 303 suppressions d'emploi supplémentaires dans la branche Défense & Space, alors même que les commandes de satellites affluent, montre bien

que le coronavirus a bon dos. La direction d'Airbus, comme bien d'autres, veut profiter de l'opportunité de la crise sanitaire pour améliorer sa compétitivité (son obsession depuis des années). Notons que le gouvernement a donné aux quatre « grands » de l'aéronautique (Airbus, Safran, Thales, Dassault) les clés pour gérer 1,5 milliard d'aide à la filière : à eux de décider qui doit faire faillite, qui doit être racheté...

Le grand chantage

Dans un entretien paru dans la *Dépêche du Midi* mercredi 1^{er} juillet, le PDG Faury disait qu'en France « un millier de personnes pourraient conserver leur poste si le chômage partiel est voté par le gouvernement ». Et selon

COMMERCE « LES PATRONS, DE PAR LEURS ACTIONS PENDANT LE CONFINEMENT, ONT INDIRECTEMENT FAIT PROGRESSER LA CONSCIENCE DE CLASSE »

Entretien. Les salariés du commerce et des services ont été durement impactés par la crise du Covid-19. Aux salaires très bas et à la précarité s'ajoute aujourd'hui de nombreuses suppressions d'emplois et une remise en cause des 35 heures. À l'appel de plusieurs syndicats, le 9 juillet sera une journée de mobilisation et de grève avec une manifestation à Paris à 10h, départ Porte d'Italie. **Gustave**, employé polyvalent dans une épicerie bio parisienne fait le point avec nous sur la situation.

Pourquoi partez-vous en grève ?

On a appris que la direction comptait mettre en place les ouvertures le dimanche sur un des deux magasins de la franchise à partir de septembre. Pour beaucoup d'entre nous, il semblait clair que nous n'allions pas sacrifier notre vie sociale pour assurer les profits de l'entreprise surtout après avoir passé trois mois à se tuer à la tâche. Alors, suite au préavis de grève nationale déposé par la fédération CGT Commerces et Services, les salariés ont acté la grève du jeudi 9 juillet avec trois revendications locales : l'abandon du projet de mise en place

des ouvertures le dimanche ; que toutes les demandes de rupture conventionnelle proposées par un(e) employé(e) soient acceptées automatiquement, quel que soit le poste ou l'ancienneté ; la création de fiches de poste répondant à la diversité de compétences et de savoir-faire qui existent au sein d'un même poste dans l'entreprise et que l'entreprise établisse la grille de salaire proposée par la convention Biocoop. En réalité beaucoup de collègues « employés polyvalents » sont amenés à passer des commandes et faire de nombreuses tâches des grades au-dessus. Il nous semble évident

que nos qualifications doivent être reconnues et que nos salaires suivent.

À quoi ressemble le mouvement pour l'instant ?

Au-delà de la journée du 9 juillet, le secteur est bouillant actuellement. Il y a eu des victoires marquantes comme celles des salariés d'Amazon et de la Boulangerie de l'Europe à Reims. Mais il y a également de nombreuses luttes en cours notamment à Monoprix où chaque samedi, plusieurs centaines de salariés se rassemblent devant un magasin Monoprix différent

pour exiger justice et réparation. À Lyon, le 9 juillet sera l'occasion de se mobiliser contre la suppression de 583 postes à TUI soit 65 % des effectifs. En Haute-Garonne, des camarades d'Auchan sont également en train de construire la mobilisation localement. Chez André, les syndicats appellent carrément à la grève reconductible dans différentes villes. Bien que la lutte dans le secteur des commerces et services ne soit pas très puissante à l'échelle nationale, on sent clairement une progression et une envie de se rassembler pour gagner. Les dirigeants et les patrons,

de par leurs actions pendant le confinement, ont indirectement fait progresser la conscience de classe et le sentiment qu'il n'y a rien à attendre des puissants.

Pourquoi le 9 juillet est une date importante ?

Tout d'abord parce qu'une grève sectorielle dans les commerces et services, ça n'arrive presque jamais. L'enjeu est crucial dans de nombreuses boîtes où les licenciements pleuvent et les conditions de travail se dégradent fortement. C'est aussi l'occasion de dire qu'en dehors des enseignants et des patrons, on

fait tous le même métier avec les mêmes salaires et les mêmes galères. Cette solidarité manque plus que tout dans ce secteur où la mobilisation est particulièrement difficile. Les conditions de travail y sont très dures, il y a donc un fort turnover, ce qui rend la lutte très compliquée puisqu'il faut avoir un an d'ancienneté et être deux pour faire une section syndicale. Ces critères sont souvent compliqués à atteindre. Cette date va donner de la force et de la visibilité aux travailleurs de l'ombre que nous sommes.

Propos recueillis par Camille Nashorn

SUPPRESSIONS DE POSTES, LES CONDITIONS DE TRAVAIL :

UNE OFFENSIVE GLOBALE

ON D'ACCEPTER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET LES SACRIFICES

lui, en recherche et technologie, le gouvernement envisage des financements tels que « *entre 400 et 500 personnes peuvent être protégées* ». Peu après, de Normandie le secrétaire d'État parlait de 2000 emplois « *sauvables* »... La direction d'Airbus a mis visiblement la barre haut pour obtenir des cadeaux des gouvernants... et des syndicats ! En effet, en France, il s'agit désormais de négocier un « *Accord de performance collectif* » (APC) en parallèle du PSE. C'est-à-dire de proposer aux syndicats d'accepter divers sacrifices pour prétendument sauver des emplois. Quatre mois de négociations commencent... avec des syndicats majoritaires (FO et CGC) qui veulent « *à tout prix* » faire baisser le nombre de suppressions !

Ils ont certes mobilisé environ 5000 airbusiens jeudi dernier et annoncé leur volonté de défendre aussi les travailleurs de la sous-traitance (où la baisse de charge est de l'ordre de 50 %). Mais les patrons de la sous-traitance ont déjà commencé à annoncer des PSE (245 suppressions à Sogclair, 174 chez Trigo Qualitative), des Ruptures conventionnelles collectives (600 postes chez CGI) ou des APC (Derichebourg, DSI, Expleo). Et l'attitude de FO Métaux, qui a déjà signé deux APC chez Derichebourg et DSI, a de quoi inquiéter, même si le délégué central de FO Airbus menace d'occuper la place du Capitole « *autour de barbecues et de palettes qui brûlent* »... si la direction ne réduit pas le nombre annoncé.

Toute une filière à mobiliser
FO, CGC et CFTC appelaient à une manifestation des airbusiens mercredi 8 juillet, à l'intérieur du site Airbus, mais pas question de grève. La CGT (très faible à Airbus Toulouse, mais mieux implantée chez certains sous-traitants) appelle, elle, à une manifestation des travailleurs de l'aéronautique d'Occitanie le 9 juillet jusqu'à l'aéroport de Blagnac, en lien avec les travailleurs d'Air France. Une coordination des syndicats CGT de la filière se met en place. Dans la sous-traitance, les réactions ont commencé aussi. Mais il est certain que seule une coordination des travailleurs de la filière (et au-delà) permettra de répondre à l'attaque patronale massive qui s'amorce.
Correspondant

AUTOMOBILE LE RAPPORT DE FORCES RESTE À CONSTRUIRE

Pas un jour sans l'annonce de suppressions d'emplois ou de fermetures d'usine dans l'industrie automobile. Et des ripostes, bien que modestes ou massives mais ponctuelles, se déploient, établissement par établissement menacé, sans une coordination indispensable des résistances. Depuis l'annonce du plan Renault de suppression de 4500 emplois, les usines de la Fonderie de Bretagne, puis celle de Maubeuge, ont connu des grèves massives bloquant la production et bénéficiant du soutien de la population environnante.

Des mobilisations successives chez Renault

Un débrayage a réuni le 17 juin, sur le site de Flins, plus de 1500 travailleurs selon le secrétaire du syndicat CGT de l'usine. Pour une usine de 2500 salariés, c'est un chiffre très important. La CGT de l'usine a appelé à une répartition du travail entre tous les sites, une base pour aider à unifier toutes les résistances chez Renault. Mais force est de constater qu'il n'y a pas encore eu de suites.

Dans l'usine de Choisy, menacée de fermeture avec des activités devant être déménagées sur le site de Flins, un nouveau débrayage a eu lieu lundi 29 juin. Les entrées et sorties de matériel ont été bloquées grâce à des palettes, le personnel pouvant accéder à son poste de travail. Au rassemblement sans prise de parole, au maximum environ 50 personnes sur site, dont 30 grévistes. On a vu mobilisation plus entraînant ! Les organisations syndicales les plus visibles étaient la CGC, surtout de Guyancourt, ainsi que la CFDT. Signe d'une volonté de coordination, des militants d'autres usines étaient présents dès avant l'heure de l'embauche de l'usine : Technocentre Renault, SOVAB, UL CGT Thiais/Choisy-le-Roy. Le plan Renault ne concerne pas que les usines. Les conséquences se font déjà sentir à Lardy : 60 à 70 prestataires vont être mis hors du site dans les semaines à venir à cause de la mise à l'arrêt de plus de 25 bancs moteurs. Du boulot pour



Manifestation des salariés de Renault Choisy contre la fermeture de l'usine, le samedi 6 juin 2020. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ANTOINE LARRACHE

baisser les émissions polluantes, pour développer les nouveaux moteurs thermiques, hybrides et électriques, il devrait y en avoir, et même beaucoup !

75 salariés de Renault-Lardy (sur site et à distance) sur un total d'environ 600 salariés présents ce jour-là, ont fait grève jeudi 2 juillet pendant une heure. Prestataires dans le mouvement et des militants de Nokia-Nozay et Renault-Technocentre présents : des appels à faire converger les colères, même si les actions engagées ne regroupent aujourd'hui que des salariés parmi les plus combattifs. En revanche pas de mouvement significatif sur le site de Guyancourt où travaillent le plus grand nombre de « Renault ».

Les menaces de fermetures d'usines se multiplient

La mobilisation contre le plan de casse Renault reste largement à construire. Elle dépend des efforts militants réalisés dans chaque établissement mais aussi des luttes qui pourraient surgir ailleurs dans la filière automobile ou dans d'autres secteurs avec leurs possibles convergences et effets d'entraînement. Si beaucoup des conséquences du plan Renault sont encore différées, de nombreuses entreprises sous-traitantes sont immédiatement menacées. La liste est longue : les fonderies du Poitou, l'équipementier Novares, avec 22000 salariés dans le monde dont 1350 en France, mis en redressement judiciaire, une usine fabriquant des sièges

pour Renault Flins à la fermeture annoncée pour 2021, une usine située à Tulle fabriquant des pièces pour Volkswagen dont le groupe propriétaire BorgWarner a annoncé la fermeture.

Macron et ses relais nous vantaient la voiture électrique comme l'avenir de l'automobile. Au début de l'année 2020, deux usines s'étaient spécialisées en France : Renault à Flins et Mercedes Smart à Hambach. Les deux sont aujourd'hui menacées : c'est la preuve que ces nouvelles voitures sont un prétexte à la restructuration à grande échelle de tout le secteur.

Des profits « énormissimes »

D'un côté, suppressions d'emplois et fermetures d'usines, de l'autre restructurations au profit des actionnaires. Lors de l'assemblée des actionnaires de PSA tenue au mois de juin, Tavares s'est vanté de la fusion prochaine avec Fiat Chrysler : « *Si l'on se projette dix à vingt ans en avant, on voit bien que la création de valeur résultant de la fusion entre les deux entreprises est énormissime* ».

Face aux fermetures d'usines et aux suppressions d'emplois, l'heure est bien à la préparation du « *tout ensemble* », à la construction du rapport de forces pour imposer l'interdiction des licenciements et l'expropriation de ces patrons attendant des gains « énormissimes », même pendant la pandémie.

Correspondants

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS LA FONCTION PUBLIQUE: LA SAIGNÉE!

Depuis des années, nous entendons le même refrain... sur l'air bien connu de la « *modernisation* » et pour prétendument rendre la fonction publique « *plus attractive et plus réactive* », il faut supprimer des postes de fonctionnaires. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement a fait voter, en août 2019, la loi dite de « *transformation de la fonction publique* », arsenal législatif pour se débarrasser d'un maximum de fonctionnaires. Désormais, tout comme dans le privé, les fonctionnaires auront « *droit* » aux départs volontaires, aux ruptures conventionnelles et les embauches se feront désormais en priorité en CDD ou en contrat de projet pour une durée maximale de six ans pouvant être rompu à tout

moment. Cerise sur le gâteau : le détachement d'office en CDI, en cas de privatisation, du fonctionnaire dans l'entreprise ayant repris l'activité, sera possible. Ce qui permettra la privatisation en bloc, avec son personnel, de services publics entiers. Avec cette loi, la volonté du gouvernement est claire : détruire la fonction publique en l'alignant sur le fonctionnement du privé.

Des concessions mais aucun recul

Face au mouvement des Gilets jaunes, Macron a dû faire des concessions, y compris en matière de services publics. C'est ainsi qu'il a annoncé qu'il n'y aura plus « *d'ici à la fin du quinquennat de nouvelles fermetures, ni d'hôpitaux ni d'écoles sans l'accord du maire* ». Mais cela ne veut pas dire l'arrêt



des fermetures de classes ni même de fermetures de services pour les hôpitaux, ni même l'arrêt des fermetures de gares, des bureaux de postes ou des trésoreries. Il a même reculé sur les suppressions de postes dans la fonction publique d'État qui ne seraient

plus de 50 000 mais de 15 000. Dans les faits cela ne changera pas grand-chose dans de nombreuses administrations où les privatisations et les externalisations restent d'actualité. Sans oublier que la suppression de 70 000 postes dans les collectivités territoriales reste d'actualité.

Face à l'épidémie de Covid-19, Macron et son gouvernement ont, pendant presque quatre mois, transformé les soignants en véritables héros et héroïnes. Mais, le moment est venu de tourner la page et pour calmer les revendications mettre en place un « *Séjour de la Santé* ». Dans le fond, rien ne changera même si le gouvernement vient d'annuler la baisse des 2,5% des effectifs administratifs du ministère des Solidarités et de la Santé en 2020. Ce qui correspond

à plus de 300 postes alors que les soignants revendiquent la création de 120 000 postes. Et ce n'est pas la nomination de l'ex-directrice de la prospective et du suivi des politiques publiques d'AXA à la tête du nouveau ministère « *de la transformation et de la fonction publique* » qui va modifier les volontés du gouvernement !

Un enjeu de société

La perspective de ce gouvernement va bien au-delà des suppressions d'emplois annoncées ou de la baisse des dépenses publiques, elle est de reconfigurer entièrement les services publics et les règles de l'emploi public. Évidemment tous les secteurs de la fonction publique ne sont pas logés à la même enseigne que ceux de la santé, l'éducation, les

finances publiques, la culture, la recherche ou les collectivités locales. La police, la défense ou la justice par exemple. Il y a donc bien une cohérence d'ensemble dans les projets destructeurs du gouvernement, qui ne sont pas uniquement motivés par des soucis d'économie, mais aussi par la mise en application d'une réelle vision du monde : une société dans laquelle le service public, le sens du collectif et les mécanismes de solidarité sont considérés comme des freins au développement de « *l'ambition* », de « *l'esprit d'entreprise* ». Face à cela nous devons défendre plus que jamais un projet de société alternatif fondé sur la solidarité et la satisfaction des besoins sociaux contre une société basée sur le profit.
Joséphine Simplon

LICENCIEMENTS

Fermeture de Borg Warner en Corrèze : la mobilisation démarre



NPA

À l'appel de l'intersyndicale CGT-CGC-FO de l'usine soutenue par l'interpro du département, une première manifestation de 2 000 personnes, derrière 150 ouvriers et ouvrières de l'usine applaudis par la population, a traversé la ville de Tulle.

L'usine corrézienne de la multinationale Borg Warner, sous-traitant principalement de Volkswagen, emploie plus de 400 salariéEs à Eyréin, près de Tulle, dont une cinquantaine d'intérimaires. Elle est la dernière usine de cette taille à des kilomètres. On estime à 2 000 disparitions d'emplois l'impact local de la fermeture annoncée pour 2022.

Étonnés et émuEs du nombre de manifestantEs

Huit jours après l'annonce, l'intersyndicale a réuni la semaine dernière une première assemblée générale avec la majorité des salariéEs, qui se sont prononcés contre la fermeture du site. Ce n'était pas gagné, tant la résignation semblait dominer dans l'usine, de même que dans la population qui finalement a répondu à l'appel à manifester. Les négociations sur le PSE sont donc pour l'instant suspendues. Comme il se doit, les élus font feu de tout bois, auprès de Macron et de Bercy. Ils n'ont pas été invités en tête du cortège. Le PCF est reparti à fond dans son « produisons français ». Cela ne semble pas enthousiasmer les quelques dizaines d'encartéEs qui lui restent, plus prompts à huer le député LREM dans la manifestation et à soutenir les mots d'ordre anticapitalistes.

Les BW étaient peu familiers des luttes depuis des années ; quasi absents par exemple des manifestations retraites. Ils semblaient samedi étonnés et émus du nombre de manifestantEs, du soutien de la population et de la présence d'une délégation des GM&S venus de La Souterraine ; une solidarité qui pourrait faire des petits, pourquoi pas à Clermont-Ferrand et Bordeaux.

L'intersyndicale de l'usine va maintenant digérer son émotion et étudier les idées de comité de soutien et de coordination automobile dont quelques militants leur ont parlé.

Correspondant

SANTÉ **TouTEs à la Bastille le 14 Juillet!**

Le Premier ministre Jean Castex prévient ne pas croire au « consensus mou » et prétend conclure le Ségur de la Santé dans les jours qui viennent et régler « à court terme » le dossier des retraites. Tambour battant, l'ex-secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Nicolas Sarkozy, aux ordres d'un Macron qui annonçait en pleine crise sanitaire « un plan massif d'investissement et de revalorisation des carrières », veut en finir avec la contestation hospitalière.

L'arrivée à Matignon de l'ex-directeur de l'Hospitalisation et de l'offre de soins, artisan de la T2A, tarification à l'activité hospitalière pour soumettre celle-ci aux lois du marché, flanqué de Nicolas Revel, ex-directeur de l'Assurance maladie, promoteur de toutes les politiques d'austérité, comme chef de cabinet, donne le ton. Celui du retour au « monde d'avant » avec deux casseurs notoires de l'hôpital public.

Colères multiples

Le 30 juin dernier, la mobilisation affaiblie par des divisions à l'œuvre dans la représentation syndicale, qu'elle siège au Ségur ou pas, a connu, notamment en Île-de-France, un reflux dont a profité Véran, ministre de la Santé, pour lancer des miettes de revalorisation salariale à celles et à ceux qui, il n'y a pas si longtemps, étaient portés aux nues. 80 euros mensuels pour les soignantEs, 35 pour les autres ! Bien loin des 300 euros revendiqués depuis l'année dernière par des hospitalierEs qui n'ont pas dit leur dernier mot. D'autant plus que l'enveloppe de 6 milliards, avancée par le ministre, comprend le financement de la filière sanitaire associative et l'hospitalisation privée. En clair, permettre aux actionnaires du privé lucratif de préserver leurs dividendes... Après avoir claqué la porte du Ségur, les médecins hospitaliers, privés d'une revalorisation décente alors qu'un tiers des postes de praticienEs sont vacants, s'étaient joints à l'appel du 30 juin. De leur côté, les internes, médecins en formation, font cavalier seul pour contester ce Ségur dont les propositions salariales ne permettent même pas d'atteindre une rémunération au SMIC horaire, et menacent

d'une grève le 9 juillet. Les praticiens à diplôme hors Union européenne, les PADHUE, en majorité originaires du Maghreb, étaient aussi dans la rue, pour exiger la fin de leur statut précaire. À compétences égales, ces médecins n'ont pas les mêmes droits, des contrats courts et des salaires dérisoires, corvéables à merci. Le décret qui devait corriger cette injustice n'est toujours pas paru.

Répression

Concernant les embauches, la titularisation des contractuelEs, près de 20 % dans le public, et l'arrêt de la fermeture des lits, aucune annonce. Quant à la gouvernance, le directeur reste le seul patron à l'hôpital. Dans le

même temps, celles ou ceux qui, comme au CH du Rouvray ou à l'Ehpad de Livry-Gargan (93), se sont levés pour dénoncer la mise en danger de leurs collègues, sont aujourd'hui convoqués à des entretiens disciplinaires. Parallèlement, les autorités remettent en cause la reconnaissance automatique en maladie professionnelle, la limitant aux « cas sévères » de Covid-19. Sans oublier la rupture d'égalité dans l'attribution de la prime « Covid » annoncée fin mars par Macron. Le retour au monde d'avant est violent ! Nous n'oublions pas les violences policières qui le 16 juin, à Paris, n'ont pas épargné les hospitalierEs, chargés et gazés sans autre raison que de faire peur aux contestataires.

Par ailleurs, la question des salaires ne doit pas occulter le combat engagé depuis de longues années par les syndicats hospitaliers et depuis quelques mois par le Collectif inter-hôpitaux. Sortir de l'hôpital-entreprise, de la tarification à l'activité, défendre

un budget décidé en fonction des besoins de la population, est au cœur de ce que doit être un hôpital public qui assure l'accès à des soins de qualité pour touTEs. Un hôpital public, bien commun géré par celles et ceux qui le font vivre, en lien avec les représentantEs des « usagerEs ».

Objectif 14 juillet

Le remaniement ministériel est invoqué pour justifier le report des conclusions du Ségur. La réalité est tout autre. Tous les syndicats encore présents à la table des négociations rejettent le protocole proposé. Inverser la vapeur est donc encore possible et la prochaine échéance du mouvement est cruciale. Le 14 juillet de République à Bastille, toutes les forces qui contestent la politique de casse sociale de ce gouvernement doivent se retrouver pour mettre à l'honneur les premières et les premiers de corvée, dont les hospitalierEs sont aujourd'hui le fer de lance.

CorrespondantEs

LES NÔTRES **Maurice Rajsfus : « Je n'aime pas la police de mon pays »**

Ce samedi 4 juillet, l'enceinte de La Parole errante était abondamment remplie pour l'hommage rendu à Maurice Rajsfus, décédé le 13 juin dernier. Ce n'était pas tant un public venu écouter une série de témoignages mais plusieurs centaines d'amiEs, de militantEs, de camarades dont beaucoup avaient partagé tout au long de dizaines d'années les multiples batailles menées par Maurice.

Continuons son combat

Tout d'abord, la Fanfare invisible a donné l'ambiance avec de classiques chants révolutionnaires.



Libertalia

Un premier débat a suivi, animé par Ludivine Bantigny, Daniel Kupferstein et Nicole Abravanel, autour des combats de Maurice, à partir de ses nombreux ouvrages partant de la dénonciation de la police

française et ses traditions répressives, racistes, jusqu'à son combat contre le Front national, contre le racisme en passant par de l'UGIF. Après la lecture d'extraits d'ouvrages de Maurice, un deuxième débat animé par

David Dufresne, Raphaël Kempf, Ramata Dieng et Youssef Brakni, autour de la sinistre actualité des violences policières tant dénoncées par Maurice. Chaque débat s'est déplacé dans la salle avec des interventions de militantEs illustrant souvent avec émotion tant les violences policières et racistes que les combats menés au côté de Maurice. Autour de la table présentant ses nombreux ouvrages et dans le jardin, les discussions refaisaient ressurgir les souvenirs de toutes et tous les acteurEs de ces combats et nous engageaient à les continuer.

Robert Pelletier

PRIDE 2020

Nos fiertés sont politiques!

Depuis 50 ans, nous célébrons chaque année les émeutes de Stonewall, autour de la date anniversaire du 28 juin.

Ces manifestations se sont au fil des années transformées en parades, défilés et nos luttes ont été instrumentalisées à des fins capitalistes. En France, à Paris, une inter-asso porte chaque année le projet mais rate de plus en plus le coche politique, laissant la place à une fête annuelle commerciale paillonnée. Face aux besoins grandissants d'une autre politisation pour cet événement, des manifs alternatives ont déjà été organisées de 2015 à 2017, appelées Pride de nuit et, à plusieurs reprises, des

cortèges radicaux se sont mis en place pour prendre la tête du défilé. Nos communautés pauvres et/ou issues des classes populaires ont directement fait les frais de la mauvaise gestion de la part du gouvernement en ce qui concerne la pandémie, et nous avons perdu beaucoup trop de sœurs, surtout dans la communauté trans. Les travailleurEs du sexe figurent parmi les plus touchées, elles ont été tout simplement abandonnées et livrées à elles-mêmes. Les personnes LGBT et racisées subissent la double oppression

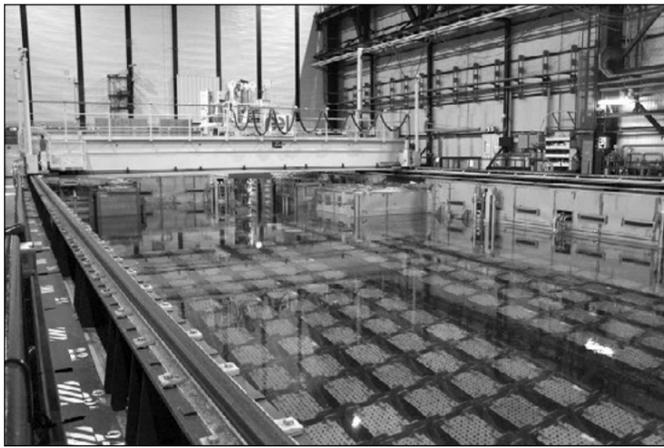
NUCLÉAIRE, LE MONDE D'AVANT **Épisode 4. Le « cycle du combustible », une « bulle » nucléaire**

Comprendre leur « monde d'avant » pour construire notre « monde d'après » : état des lieux du nucléaire en France (série en sept épisodes).

Après trois ans dans les réacteurs nucléaires, les combustibles usés sont refroidis trois à cinq ans dans les piscines de désactivation des centrales EDF, puis dix ans dans les piscines d'entreposage de La Hague. Orano (ex-AREVA) « retraite » ensuite l'uranium « valorisable » pour refabriquer du combustible. Les déchets résiduels sont refroidis 50 ans en vue d'un stockage souterrain (projet Cigéo, voir épisode 2).

Piscine géante

Un « cycle du combustible » présenté comme « vertueux », « durable », écolo... En réalité, une « bulle » nucléaire qui est en train d'imploser. Car on ne peut recycler qu'une seule fois. Et les combustibles MOX (au plutonium) alimentant 22 des 58 réacteurs EDF, non recyclables, doivent rester immergés 100 ans au lieu de 10 ! Résultat : les piscines de La Hague sont saturées, bloquant toute la



@CA

filiale. EDF a donc lancé en urgence un projet de piscine géante pour 10 000 tonnes de combustibles usés très radioactifs, l'équivalent d'une centaine de réacteurs. L'eau est censée les refroidir, mais aussi protéger des radiations pendant 120 ans. Un écran bien volatile ! En cas de fuite ou d'évaporation excessive, le « dénoyage » des combustibles entraînerait une catastrophe sans précédent. D'autant que le plutonium est n°1 en toxicité (dose mortelle = 50 millièmes de gramme). Contre ce stockage mortifère, la coordination « Piscine Nucléaire Stop » a prévu une rencontre à Saint-Amand-en-Puisaye

(24-27 septembre). EDF hésite sur sa stratégie et n'a pas encore tranché sur le site : Belleville-sur-Loire (Cher) ou La Hague (Manche).

Faire payer la note aux contribuables

L'État a recapitalisé EDF et Orano et nommé EDF chef de file de la filière nucléaire. Une restructuration pour privatiser les profits (énergies rentables) et socialiser les pertes (nucléaire). En quasi faillite (voir épisode 1), EDF devra aussi payer pour Cigéo, ce stockage dangereux, absurde (1 % des 7,5 millions de m³ creusés seraient occupés par les déchets),

au coût astronomique (limité à 25 milliards par la loi, sans doute plus de 100) plus les frais d'exploitation et suivi (300 ans)... Le gouvernement s'affole et exige une réévaluation avant 2022. Or, pour EDF, l'urgence c'est la piscine géante, pas Cigéo ! Et un rapport parlementaire de 2018 pointe les failles du retraitement (exception française), avec en alternative l'entreposage « longue durée à sec » : pas de retraitement, pas de Cigéo ! Ceci arrangerait EDF, qui d'ailleurs achète des terrains autour des centrales.

Quoi qu'il en soit, la mafia du conglomérat nucléaire, avec à sa tête, jusque très récemment, Édouard Philippe (ex-lobbyiste d'AREVA), entend faire payer la note aux contribuables. Opacité et magouilles garanties, comme du temps d'« Atomic Anne » Lavergeon, ex-PDG d'AREVA. Mais les contradictions éclatent : la facture nucléaire tricolore est un facteur aggravant pour la crise financière qui siphonne déjà les fonds publics. L'atome nous lègue une dette écologique, refusons de financer en plus la bulle nucléaire : pour éviter une catastrophe nucléaire, sociale, humanitaire, lutter pour l'arrêt du nucléaire, c'est vital...

Commission nationale écologie

RÉPRESSION **Roland Veillet condamné à 6 mois ferme pour avoir manifesté**

Pour avoir manifesté, alors que c'est un droit, contre l'injustice permanente qui frappe celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour richesse, en particulier pour avoir manifesté sans trêve pour soutenir les justes revendications des Gilets jaunes, puis contre la féroce répression policière.

Le procès de Roland Veillet qui s'est tenu au TGI de Nîmes le jeudi 2 juillet, était initialement prévu pour novembre : incarcéré depuis maintenant plus d'un mois à Nîmes, Roland avait déjà fait 15 jours de prison en décembre dernier... En soi, l'avancement de la date était une bonne chose. Mais les conditions ce jour-là étaient des plus mauvaises : huis clos au tribunal (le Covid a bon dos !), pas d'avocat, Roland ayant souhaité assurer sa défense lui-même, les informations étant transmises vers l'extérieur par un journaliste. Donc les pires des conditions : de ce fait Roland a demandé le report du procès et la délocalisation de son affaire. En vain, rien n'y a fait.



DR

Maintenir la pression

Les 70 militantEs mobilisés et présents au tribunal une bonne partie de la journée (verdict vers 14 h 30, nous étions là depuis le matin 9 h), Gilets jaunes et de tous horizons, syndicats, partis politiques pouvaient s'attendre au pire. Le NPA local, pour soutenir notre camarade, s'est mobilisé avec le renfort bienvenu de camarades du 34, un communiqué national avec Olivier Besancenot et une vidéo de Philippe Poutou. On s'attendait au pire donc, et nous n'avons malheureusement pas été démentis : alors que le procureur demandait 18 mois, la cour qui l'a reconnu coupable pour une addition ahurissante de chefs d'inculpation, s'est prononcée pour 12 mois de prison dont 6 avec sursis – donc six mois ferme – et mandat de dépôt immédiat ! Sans oublier 1700 euros d'amende ! Roland a donc repris le chemin de la prison... Dans le meilleur des cas il y serait donc encore pour 4 mois... La justice de classe, bourgeoise, a encore frappé : nous avons immédiatement exprimé notre colère et notre ressentiment devant ce tribunal d'injustice ! Nous allons maintenir la pression, continuer à aller devant la prison deux fois par semaine, étoffer le comité de soutien, etc. Nous ne lâcherons rien, nous pouvons obtenir la libération de Roland à condition de travailler touTEs ensemble, en faisant circuler au plus vite toute l'information dont nous disposons.

NPA 30

TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS À ALFORTVILLE **Une mobilisation réussie, une claque pour la préfecture**

À l'issue de sept mois de lutte (de juin 2019 à janvier 2020), les 27 travailleurs sans-papiers de l'agence Chronopost d'Alfortville ont obtenu leur régularisation. Concernant les 129 travailleurs hors Chronopost qui étaient dans la lutte (y compris sur le piquet – qui a tenu durant toute la mobilisation – devant l'agence), le rapport de forces a permis l'ouverture d'une discussion avec la préfecture du Val-de-Marne. 45 d'entre eux ont été régularisés.

Le préfet a toutefois profité de la période de confinement pour ne pas tenir les engagements initialement pris, et tenter de stopper au processus de suivi des dossiers restant en suspens. La meilleure des réponses au cynisme préfectoral a été apportée par le succès de la manifestation organisée le 3 juillet. 600 personnes ont manifesté, de l'agence Chronopost d'Alfortville à la préfecture à Créteil.

Une manif combative et unitaire

Une manif dynamique, combative, auto-organisée, comme l'était d'ailleurs le piquet de grève. Avec un élément nouveau, la présence de différents collectifs de la région parisienne (les CSP 75, du 20^e et de Montreuil). Une présence qui n'était pas seulement un soutien, mais qui a donné un autre caractère à l'initiative, comme cela a été



NPA

souligné dans plusieurs interventions devant la préfecture. Après la réussite de la Marche des solidarités du 30 mai et de la manifestation du 20 juin, c'est une nouvelle pierre, certes plus modeste mais il s'agit d'une manif locale, dans la construction d'un mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'abrogation des lois racistes et l'ouverture des frontières.

Édouard Gautier

Une initiative réussie

Nous (collectifs, assos queer et individuEs) nous sommes réunis le 23 juin dans une seule et même optique : organiser une manifestation et réaffirmer que nos fiertés sont politiques.

Dix jours plus tard nous étions plus de 7 000 à manifester ce 4 juillet dans les rues de Paris, queers racisées en tête de cortège scandant des slogans antiracistes et pro LGBT.

Ce qui est intéressant, c'est l'organisation unitaire dont nous avons fait preuve, permettant à chaque cortège de porter ses propres revendications et l'autogestion de cette manif, bien sûr certainEs se sont plus impliqués que d'autres mais il n'y avait pas d'organisateurEs à proprement parler, c'est le fruit d'un travail collectif. Compte tenu du délai imparti nous pouvions être fierEs de cette réussite !

Nous avons insisté sur la responsabilité collective, tant pour nous protéger les unEs les autres des menaces extérieures, en organisant nos propres services d'ordre et de bon fonctionnement de la manif, que sur les mesures sanitaires pour mettre en place une réduction des risques et des modes de prévention face au coronavirus en mettant à disposition gel et masques et en rappelant les mesures barrières (sans oublier VIH et IST en distribuant des capotes).

Convergence des luttes

Compte tenu de notre classe, et dans une volonté de réclamer des droits et de dénoncer l'inégalité sociale que nous subissons nous savons d'expérience que l'autonomie et la solidarité communautaire sont les clés de notre survie.

L'accent a été mis sur la convergence des luttes, et on a pu noter un réel lien entre lutte pour les droits LGBT et lutte antiraciste. La manif s'est élancée sur le slogan : « Pas de justice pas de paix » La génération Adama est bien là !

On a pu noter une vraie volonté de voir bouger les lignes, et dès lors souhaiter que cette Pride 2020 ne soit pas juste une expérience réussie en période de crise sanitaire mais qu'elle contribue à faire ré-émerger une parole politique, les revendications d'une partie de la communauté qui se reconnaît dans la lutte intersectionnelle et non pas dans le pinkwashing capitaliste. Alliées et personnes concernées, rejoignons les luttes portées par le collectif Adama en allant manifester ce 18 juillet à Beaumont-sur-Oise !

Drass Teclès



ESTELLE PRUDENT

hétéropatriarcale et raciste de ce système.

Cette année, la marche des fiertés organisée par l'inter-LGBT a été décalée en novembre. Ainsi nous, gouines, biEs,

trans, PD, intersexes avons saisi l'opportunité de nous réapproprier l'espace public et de mettre en avant les collectifs queers et racisés trop souvent invisibilisés, ainsi que les personnes handicapées.

Expo**Otto Freundlich**

Musée de Montmartre, prolongée jusqu'au 31 janvier 2021.

Le Musée de Montmartre consacre une exposition au peintre et sculpteur Otto Freundlich (1878-1943) sans doute un des artistes importants du 20^e siècle. Installé en 1908 à Paris, il rencontre Picasso, Braque, Delaunay... De retour en Allemagne en 1914, il continue à travailler, participe aux revues dadaïstes ou expressionnistes et à la fondation du Novembergruppe ainsi nommé en référence au mouvement révolutionnaire de novembre 1918 qui mit à bas le régime impérial.

**Détesté par les nazis**

Il revient en France et poursuit ses recherches picturales influencées par l'art du vitrail. Dans ses œuvres, on sent vibrer les couleurs, effet obtenu par la juxtaposition des formes géométriques. Profondément humaniste, il reste un article engagé et devient membre de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) proche du Parti communiste. En 1935, il réalise une gouache intitulée *Hommage aux peuples de couleur* qui deviendra plus tard une mosaïque. Il a tout pour susciter la hargne des nazis. En 1937, une de ses œuvres figure en couverture du catalogue de l'exposition sur *l'Art dégénéré* organisée pour dénoncer l'art moderne. Plusieurs de ses œuvres sont détruites.

La République lui refusera la nationalité française et, dès 1939, l'internera dans des camps pour « ressortissants des puissances ennemies » (à l'instar de beaucoup d'autres réfugiés allemands anti-nazis). Libéré, il se cache dans le sud de la France et refait de mémoire ses œuvres détruites par les nazis. Dénoncé, Freundlich est déporté et assassiné au camp d'extermination de Sobibor, le 9 mars 1943.

En dehors de cette exposition, de nombreuses œuvres d'Otto Freundlich font partie de la collection permanente du musée Tavet-Delacour (actuellement fermé pour travaux).

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

Université d'été**Retour historique vers le futur**

L'université d'été du NPA aura lieu du dimanche 23 au mercredi 26 août à Port-Leucate. Après un premier coup d'œil sur le programme et nos invitéEs la semaine dernière, attendons-nous sur les formations et débats au menu de cette année.



l'affirmation d'un programme pour notre camp social.

Le second débat sera lui le cadre d'un échange avec des représentantEs de Lutte ouvrière autour d'une situation sociale et politique marquée par une offensive dure contre le monde du travail et les moyens d'y répondre.

Do you speak anticapitalist?

La situation sanitaire rend difficile la venue cette année de nombreux invitéEs internationaux, mais quelques solutions techniques devraient nous aider à permettre de faire entendre à Port-Leucate quelques expériences venues de

Pilier du programme, la commission nationale formation du NPA est toujours présente pour accompagner les anniversaires du mouvement ouvrier et révolutionnaire et autres retours historiques en rapport avec l'actualité.

Ce n'était qu'un début

Cette année, le centième anniversaire du congrès de Tours, la fracture au sein de la social-démocratie française qui a donné naissance ensuite au futur Parti communiste, donnera lieu à quatre séances abordant notamment les questions de front unique et de front populaire, ainsi que les positionnements et pratiques du PCF par rapport à la décolonisation ou au patriarcat.

Cette année d'anniversaire marquera aussi les dix ans de la disparition de notre camarade Daniel Bensaïd sur lequel nous reviendrons, lui qui a tant œuvré pour l'existence d'un rendez-vous intellectuel et militant comme l'université d'été. 80 ans après son assassinat par un agent stalinien, nous reviendrons aussi sur l'actualité de la pensée de Trotsky. Avec quelques mois d'avance, en guise d'apéritif aux publications, débats et réunions qui marqueront les 150 ans de la Commune de Paris, nous organisons un débat à plusieurs voix sur l'héritage de cette expérience révolutionnaire : que faire de l'État ? Quelle démocratie sociale ?

Enfin, la formidable mobilisation qui secoue les USA nous amène à revenir sur l'histoire de la lutte politique contre l'esclavage, en particulier en interrogeant Marx et Lincoln.

Continuons le débat

Comme chaque année, seront présents au rendez-vous différents courants de la gauche sociale et politique, du mouvement social ou révolutionnaire afin d'échanger autour des enjeux de la situation. Ainsi, auront lieu en plénière à 17 h deux grands temps de débat. « Plan de sortie de crise », « Plan d'urgence », « monde d'après » : le premier débat réunira des représentantEs de différents courants politiques, ainsi que d'associations et syndicats partie prenante du regroupement « Plus jamais ça » autour de la construction des mobilisations et

différents coins du monde, en particulier des USA. Et avec nos camarades ou invitéEs (Franck Gaudichaud, Catherine Samary, Joseph Daher, Clément Petitjean...), nous aborderons aussi la situation dans différents coins du monde, de la révolte des peuples aux effets de la crise sanitaire : Moyen-Orient, Chili, Brésil, pays de l'Est, etc. Bref en un mot comme en cent, n'attendez pas le dernier moment pour vous inscrire... et pour faire inscrire. Mer, soleil, anticapitalisme, internationalisme, féminisme, antiracisme, antifascisme, écosocialisme et lutte des classes... Le cocktail de la fin de l'été et d'une rentrée politique réussie.

Commission université d'été

Pour plus d'infos, pour s'inscrire : <https://npa2009.org/ue2020>

TARIFS PAR PERSONNE

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 22 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 27 août inclus.

MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des arhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.
- Carte bancaire (à l'adresse : npa2009.org/UE2020)
- Chèques à l'ordre de « NPA Souscriptions »
- Chèques-vacances (à l'ordre de « Rives des Corbières »)
- Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

Au vu de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : VENDREDI 14 AOÛT 2020

INSCRIPTION EN LIGNE : WWW.NPA2009.ORG/UE2020

Expo**Humanité végétale, Mario Del Curto**

Nantes, le Lieu unique, jusqu'au 30 août.

Humanité végétale, c'est d'abord un livre paru en 2019 aux éditions Actes Sud, le regard de Mario Del Curto sur les liens multiples et variés qu'entretient l'être humain avec le végétal, la nature, saisi à travers le vagabondage et les chemins de traverse photographiques aux quatre coins du globe de l'artiste. Aujourd'hui, à Nantes, au Lieu unique, Mario Del Curto présente son travail avec plus de 200 photographies exposées, autant d'instantanés pleins d'imprévus et de surprises de nos rapports avec la nature, de beauté aussi.

« Comme si les choses me faisaient des signes pour m'inviter à les photographier »

C'est une longue histoire qui nous est racontée depuis l'apparition des premiers végétaux, il y a plus



de 350 millions d'années, dont la terre a conservé les traces fossiles, histoire d'une longue évolution qui a permis récemment, peut-on dire, il y a 10 millions d'années, la sédentarisation des hommes et les débuts de l'agriculteur... Cette invention a donné naissance à mille forme d'outils, de paysages,

de jardins, de constructions, de plantes, d'habitats, de médecines, d'arts... Jusqu'à la révolution industrielle puis l'emballement du capitalisme qui rompent les équilibres pour finir par mettre en danger la biodiversité et la planète même... Dans le foisonnement de ses instantanés de la lutte quotidienne

des êtres humains pour se nourrir, Mario Del Curto s'arrête sur l'un d'entre eux, modeste scientifique héros moderne de cette lutte, Vavilov qui a constitué, au 20^e siècle, en Russie, la plus grande banque de graines au monde. Soutenu par Lénine, il parcourt la Russie et le monde entier pour rassembler la plus grande collection possible de plantes alimentaires, gigantesque travail de celui qui mourra de faim dans les prisons de Staline.

« Je suis comme un maraudeur, un gentil voleur romantique, écrit Mario Del Curto dans la présentation de son expo, *Dans le travail, je ne pense plus et ne sens ni le froid ni la pluie. C'est un peu comme un état second, une sorte d'osmose avec ce qui se passe, comme si les choses me faisaient des signes pour m'inviter à les photographier.* »

Yvan Lemaître

Il y a 190 ans, la « Conquête d'Alger »

Après le 5 juillet 1830, le « sang et la boue » de la bestialité coloniale en Algérie

Le 20 juin dernier, un Brestois retoquait d'un graff courageux le nom d'une école maternelle de la ville. L'école, nommée Bugeaud en l'honneur d'un des plus célèbres maréchaux de la conquête de l'Algérie, n'est pas la seule. À Marseille, une école primaire dans une rue du même nom est aussi affublée du patronyme de ce massacreur en chef... au cœur du quartier ouvrier et immigré de la Belle de Mai.

190 ans après la conquête d'Alger, les noms de rues, d'écoles ou les statues (parfois vacillantes) à l'effigie de colonialistes ou esclavagistes notoires ne sont pas les uniques séquelles de cette sombre période. La conquête coloniale fut décisive dans l'histoire de certaines dynasties du capitalisme français comme pour des millions de personnes qui en subirent le joug. Retour sur cet épisode et ses conséquences au long cours.

En 1830, la monarchie de Charles X est mal en point. Avec une crise économique et une monarchie réactionnaire critiquée de toute part, le roi de France veut redorer le blason de sa famille en se lançant dans une expédition militaire. Plusieurs raisons amènent le régime à se lancer dans la conquête coloniale.

Pillage d'Alger et accumulation primitive

Comme toute conquête, elle permet d'abord de dominer de nouvelles routes commerciales. Par ailleurs, une vieille dette toujours non réglée lie l'État français à la régence d'Alger lorsque le premier avait contracté une dette considérable pour s'approvisionner en blé auprès de la seconde. Enfin, les finances de la régence d'Alger ont la réputation d'être excellentes. La conquête, c'est la possibilité de ravir un trésor. Brun d'Aubignosc, homme de confiance du maréchal de Bourmont en charge de la préparation de l'expédition, note à ce propos : « Il faut presser de tous les moyens l'expédition d'Alger, c'est la planche de salut. [...] L'existence du Trésor d'Alger est un fait aussi notoire que celle d'une banque de France ou d'Angleterre. Ce trésor s'alimente des produits fixes que rien ne saurait en détourner. Alger sera prise et avec cette ville, les richesses qu'elle renferme. »

Le pillage d'Alger commence avec la reddition du Dey d'Alger, le régent ottoman, le 5 juillet. Sur le papier, cette reddition devait limiter les opérations armées : il n'en est rien et des portions complètes de la ville sont démolies par des saccages. 20% de la fortune de la régence d'Alger est accaparé par l'État français, le reste revient dans les caisses des armateurs et intermédiaires, particulièrement le baron Seillière et l'industriel Schneider qui ont armé l'expédition de 450 bateaux et 40 000 soldats. Le pillage est source d'une extraordinaire



fortune pour les deux familles¹. Et cette forme d'accumulation primitive de capitaux permet leurs aventures industrielles puis la domination de la sidérurgie française par leurs héritiers. Un baron Seillière était encore à la tête du Medef au début des années 2000. L'expédition marque le début de la conquête et de la colonisation française de l'Algérie qui s'étend sur 132 ans. La conquête coloniale débouche sur la dépossession massive des droits de propriété des habitantEs de la ville, l'imposition du franc et une nouvelle fiscalité. En novembre 1830, la ville de Blida est envahie, les prisonniers tués, le massacre dure six heures. Et après une contre-attaque qui tue vingt et un soldats français, huit cents habitantEs sont assassinés en représailles².

Atrocité(s) de l'impérialisme

La « conquête absolue de l'Algérie », comme la définit le général Bugeaud en 1841, s'effectue par des violences inouïes commises par une armée moderne durant plusieurs décennies. 400 000 morts directs pour la guerre de conquête et, si l'on ajoute les victimes des famines qui sévissent durant la période et qui sont une conséquence de la conquête, on atteint vraisemblablement un million de morts : un tiers de la population algérienne estimée en 1830.

En Europe, le massacre de civils est « affreux, détestable ». En Afrique, « c'est la guerre elle-même »³ disait le maréchal Soult. Dans le massif du Dahra, le jeune colonel Saint-Arnaud, futur ministre de la Guerre sous le Second Empire, explique la méthode dite des « enfumades » :

« Le 12 août [1845], je fais hermétiquement boucher les issues et je fais un vaste cimetière. La terre couvrira à jamais les cadavres de ces fanatiques. Il y a là dessous cinq cents brigands qui n'égorgèrent plus les Français. Ma conscience ne me reproche rien. » En novembre 1849, Émile Herbillon fait massacrer l'oasis de Zaâtcha. En janvier 1850, François de Canrobert incendie Nara. En décembre 1852, Laghouat, aux portes du désert, est le théâtre d'une hécatombe effroyable⁴. Exécutions, viols ou enlèvements : il s'agit de briser les habitantEs. « Tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de quinze ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger des bâtiments, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs ; en un mot, anéantir tout ce qui ne rampa pas à nos pieds comme des chiens » dit le lieutenant-colonel Lucien-François de Montagnac. Les affrontements et la fuite de populations de leur territoire entraînent une destruction de la production : la destruction du monde rural étant même parfois un but de guerre. La population devient plus vulnérable aux maladies et aux épidémies liées à la malnutrition. La pression à l'exportation de céréales de même que l'obligation de payer l'impôt en numéraire contribuent par la suite à vider les silos de céréales. La faiblesse du numéraire met en scène les usuriers qui viennent au secours du paysan qui peine à payer l'impôt ou à s'outiller, pour mieux l'étrangler quelques mois plus tard. Des prêts avec des intérêts allant jusqu'à 200%

voire 300% sur l'année sont fréquents. La société algérienne devient beaucoup plus vulnérable face à l'aléa climatique. En 1867, lorsqu'un journaliste du *Courrier de l'Algérie* pointe une « épidémie de la faim » menaçant le « tiers de la population », il est traduit en justice pour fausse nouvelle⁵. Le danger est pourtant bien réel. En 1868, la famine frappe et le nombre de morts est estimé entre 400 000 et 820 000 personnes. Pour l'historien Mike Davis, il s'agit d'un véritable « génocide colonial » similaire à ce qu'il peut se passer dans l'Inde du Raj britannique⁶.

Dépossession et insurrection

À l'instar des migrants pour l'Amérique, les colons de nombreux pays d'Europe qui sont orientés vers l'Algérie par l'État français fuient les crises industrielles et la concentration des terres agricoles par un petit nombre de propriétaires. Une partie de ces colons participent à la dépossession foncière, processus qui produit d'abord un important prolétariat rural avant d'alimenter un exode qui vient remplir les bidonvilles aux abords des plus grandes villes. En 1954, le revenu moyen d'un fellah est cent fois inférieur à celui d'un Européen. En 1962, 2,5 millions d'hectares ont été appropriés par les Européens qui se réservent les meilleures terres. L'économie coloniale est tournée vers la prédation des ressources minières (fer, phosphates et charbon) et des ressources forestières comme le chêne-liège. Sur le plan

juridique, comme dans d'autres colonies de l'empire français, le « code de l'indigénat » soustrait les indigènes au droit commun. Victimes d'amendes collectives ou d'internements administratifs, ceux-ci ne peuvent pas se déplacer sans la demande de permis de circulation. En cas de sanction pour non-respect des « règles », pas d'instruction, pas de défense, pas de procès. Cette domination coloniale de plus d'un siècle est jalonnée de résistances et de révoltes. Aux insurrections éclatant en 1871, 1876, 1882 et 1916, succèdent et se superposent le banditisme social et le militantisme politique pour l'indépendance, conquise en 1962 par les soulèvements et la lutte armée sous la direction du FLN⁷.

Chris Miclos et Samuel Terraz

- 1 - Pierre Péan, *Main basse sur Alger. Enquête sur un pillage, juillet 1830*, Plon 2004.
- 2 - Benjamin Brower, « Les violences de la conquête », dans Abderrahmane Bouchène (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, La Découverte, 2014, p. 58-63.
- 3 - *Ibid.*
- 4 - Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour et Sylvie Thénault, « 1830-1880 : la conquête coloniale et la résistance des Algériens », dans Abderrahmane Bouchène (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, La Découverte, 2014, p. 17-44.
- 5 - Annie Rey-Goldzeiguer, *Le Royaume arabe*, SNED, 1977.
- 6 - Mike Davis, *Late Victorian Holocausts: El Niño Famines and the Making of the Third World*, Verso, 2001.
- 7 - Samuel Terraz, « 1^{er} novembre 1954 : Le FLN déclare la guerre au colonialisme », *L'Anticapitaliste* n°495, 31 octobre 2019.



Conquête de l'Algérie. Horace Vernet (1837).

Déboulonner des personnages cités : quelques éléments non exhaustifs

- Thomas Robert Bugeaud** a une avenue à Paris, une statue au Louvre, une à Périgueux (24), et une à Excideuil (24) érigée en 1999.
- Jean-de-Dieu Soult** a son boulevard de maréchal à Paris et sa statue sur la façade nord du pavillon de Rohan du musée du Louvre.
- Armand Jacques Leroy de Saint-Arnaud** a une ville à son nom dans le sud de l'Australie avec une statue.
- François de Canrobert** a plusieurs rues à son nom. Son buste et son portrait sont à l'hôtel de ville de Mirepoix (09).
- Eugène Schneider** a une imposante statue au Creusot (71). Une statue de patron à détruire comme celles des conquérants de l'Algérie.

CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT

«CertainEs ont pris une claque en découvrant la réalité de l'urgence climatique»

Entretien. Yolande Bouin est l'une des participantEs de la Convention citoyenne pour le climat. Elle parle en son nom propre car elle ne se sent pas toujours en accord avec la bonhomie ambiante de la plupart des 150 citoyenEs de la Convention. D'autres participantEs diraient autre chose, mais elle a conservé tout du long un regard circonspect.

Comment as-tu abordé ta participation à la Convention ?

Dès le début j'étais dubitative sur l'issue et la façon dont elle pourrait être utilisée à des fins électorales par Macron. J'ai accepté d'y participer parce que le climat et les gaz à effet de serre me préoccupent. Mais c'est aussi le processus démocratique qui m'a attirée. Je crois à l'intelligence collective et je suis convaincue que des citoyenEs informés sont capables de débattre de grands problèmes de société et de faire des propositions. On était 150 de tous âges et toutes catégories sociales et professionnelles. CertainEs ont pris une claque en découvrant la réalité de l'urgence climatique. Très vite je me suis aperçue que ce n'était pas comme les «grands débats» de Macron. Le calendrier prévu (cinq week-ends sur cinq mois, devenus sept week-ends sur neuf mois à cause de l'actualité) et la somme d'informations laissaient voir que ce serait différent. Mais la plupart des gens ne sont pas habitués à prendre la parole en public en argumentant leurs propos. Plusieurs disent ne pas ou plus voter, mais étaient très contents d'être là «pour une fois qu'on me demande mon avis». Beaucoup disent «apolitiques». Un mot qui prouve, hélas, que beaucoup confondent politique et partis. Être tiré au sort pour débattre d'un sujet de société et faire des propositions pour le bien commun, c'est bien «faire de la politique». Plusieurs fois je me suis fait huer en hémicycle en disant



ça, puis certainEs ont commencé à accepter l'idée. On nous a chanté les louanges de la démocratie délibérative, participative... mais selon moi, c'est ce que la gouvernance de la Convention aurait dû annoncer dès le début. On a manqué aussi de temps de débat entre nous, de polémique... Pour avancer, il ne faut pas avoir peur de débattre, de s'engueuler jusqu'à ce qu'on soit au clair. Et un week-end par mois, c'est trop peu, il faudrait être en immersion beaucoup plus longtemps. Ceux qui pratiquent les réseaux sociaux communiquaient entre eux pendant les intersessions, mais la fracture numérique a privé certainEs de ces échanges. Il aurait été utile d'avoir un trombinoscope et les coordonnées des 150 pour éviter que se créent certains groupes de pression. Après la visite d'Édouard Philippe et d'Élisabeth Borne, beaucoup ont demandé à rencontrer Macron pour entendre ses engagements. Ce n'était

pas nécessaire, d'autant que son déplacement a demandé des moyens et un coût exorbitants. Avons-nous été manipulés? L'avenir nous le dira. Certaines des mesures que nous proposons sont très solides techniquement et juridiquement. Nous verrons ce qu'en feront le gouvernement et le Parlement. Globalement, les 150 préfèrent la négociation. Moi, et une poignée d'autres, sommes plutôt dans la revendication et j'essaie de rester vigilante à ne pas me laisser embobiner par les «sachants». Nous n'avons pas vraiment pu choisir les intervenants. On a pu rencontrer qui on a bien voulu nous faire rencontrer. Rien de très étonnant puisque l'exécutif était le commanditaire! Dans le groupe «Se nourrir», à quelques-unEs nous avons très rapidement visé la PAC, et proposé un moratoire sur le CETA. On nous a signifié que ça n'avait rien à voir avec notre mission. Mais on a tenu bon! J'ai demandé ATTAC sur les accords de libre échange, ça n'a pas été possible. Pendant deux mois j'ai tenté d'obtenir un débat contradictoire entre la FNSEA et la Confédération Paysanne, sans succès. On a eu la FNSEA en plénière, mais la Conf paysanne seulement en speed dating (par petits groupes de 6/7 personnes pendant 15 minutes). La plupart des 150 ne voient pas les lobbies alors qu'il n'y a que ça. Il faut se renseigner sur les intervenants pour rester vigilant et poser les bonnes questions. Dès la première session, on a écouté le PDG d'ADP nous vanter le trafic aérien vert, et Jean-Marc Jancovici le nucléaire comme la meilleure énergie «décarbonée». Le nucléaire! Un sujet tabou appelé «énergie propre»! Et aussi les PDG ou responsables de la grande distribution.

Les 28 heures hebdo ont été repoussées par la Convention. Comment l'expliques-tu ?

Cette proposition de la semaine de 28 heures a été portée par quelques personnes du groupe «Produire / travailler». Soumise au vote des 150, elle a reçu des réactions épidémiques et très négatives du type «les 35 heures ont mis la France à genoux»... Un argument complètement faux lancé à la va-vite! Les porteurs de cette mesure n'ont pas eu assez de temps pour argumenter. La vision du bien commun et l'idée du partage du travail n'ont pas animé les discussions qui sont restées au niveau des clichés et des peurs individuelles: «Les gens vont en profiter pour consommer plus et prendre leur bagnole pour partir en week-end»; «Les boîtes vont devoir licencier»; «Ça ne fera pas baisser les émissions de gaz à effet de serre».

À mon grand regret, elle a été rejetée par 60% des conventionnelEs, et Macron s'en est félicité: «Les gens veulent travailler». Pourtant les 28 heures sans baisse de salaire, c'était le moment ou jamais, et c'était bien l'unique mesure qui à elle seule portait un vrai projet de société et de justice sociale!

Macron a utilisé ses trois «jokers», il refuse le moratoire sur le CETA... Quelle est ta réaction ?

La modification de la Constitution ou le crime d'écocide, c'est louable, ça tenait au cœur de certainEs et je soutiens leur travail. Mais ce n'est pas ce qui m'importait le plus. Plein de grands principes louables sont bafoués tous les jours... à quoi bon en ajouter. Mon but était de travailler sur des mesures concrètes. Pour la taxe de 4% sur les dividendes, le signe envoyé par Macron a été clair: «Touchez pas à mes copains qui financeront ma campagne». Rien de très surprenant! Quant aux 110 km/h sur autoroute... au début j'étais contre. Je me disais qu'on allait se mettre tout le monde à dos. Mais j'ai compris ensuite leur importance pour diminuer la consommation et les gaz à effet de serre grâce à sept minutes de plus pour faire 100 km. Mais ça pose la question de la nationalisation et de la gratuité des autoroutes, car on n'accepte de payer que parce qu'on peut rouler plus vite. Macron a utilisé ses jokers. Il a dit «Je vous suis» mais pas «Je m'engage à tout faire pour que telle et telle mesure soient appliquées». On connaît ses effets d'annonce, il en a fait plusieurs et aucun acte n'a suivi. Lundi dernier [29 juin] il a annoncé 15 milliards d'ici deux ans pour la conversion écologique. Non seulement 15 milliards c'est une somme ridicule, mais l'échéance 2022 correspond à la présidentielle. Il trouvera, parmi toutes nos propositions, une mesurette ou deux qui ne mangent pas de pain. Et hop! Il se verra le blason en y ajoutant même quelques touches de démocratie, puisqu'il vient de déclarer le CESE [Conseil économique, social et environnemental] «troisième chambre chargée des conventions citoyennes».

En conclusion ?

Je peux dire que les 150 citoyenEs sont fiers du travail accompli et contents d'avoir été reçus à l'Élysée. Mais la dure réalité de la politique a repris la main. Dès le lendemain de l'engagement de Macron devant les 150, le gouvernement a annoncé à l'Assemblée nationale le lancement des enchères sur la 5G, alors que la Convention réclame un moratoire. Maintenant, notre préoccupation est de trouver les moyens de défendre toutes ces mesures. Quelques parlementaires soutiennent le travail de la Convention, mais le plus grand soutien sera celui de la société civile. CertainEs des 150 ont ouvert les yeux mais ne vont pas devenir militantEs pour autant. Il est aussi important de rester humbles et conscients qu'on n'a rien inventé. La plupart de ces propositions existaient déjà avant la Convention citoyenne, portées par des militantEs, des associations, des ONG. Je pense que nous n'avons pas eu assez de considération pour ce travail militant mené depuis tant d'années. Pour certainEs il y a le risque d'être dans la reconnaissance personnelle. Attention, ça peut monter à la tête de faire des selfies avec des personnalités qui incarnent le pouvoir, et après avoir été approchées par les médias, quelques personnes se sont un peu laissées cueillir par les beaux discours de la Macronie ou par ceux d'autres partis politiques.

Propos recueillis par Christine Poupin

L'image de la semaine



Vu ailleurs

NE CRITIQUEZ PAS LES BAGNOLES!

La France, patrie de l'automobile, censurerait-elle une publicité sur le vélo? La marque de bicyclettes néerlandaise VanMoof a diffusé son spot publicitaire sans problème en Allemagne et aux Pays-Bas. Mais en France, ça ne passe pas. Pour l'Autorité de régulation de la publicité (Arpp), «certains plans [...] jettent un discrédit sur tout le secteur automobile.» Que voit-on au juste dans ce spot publicitaire? Une grosse voiture de sport. Dans les reflets de la carrosserie, on distingue une usine, des embouteillages, un accident de la route. Puis, la carrosserie fond et se transforme en vélo. Morale de l'histoire: les voitures, ça pollue, c'est dangereux, optez pour la bicyclette. L'Arpp a donc demandé à VanMoof de modifier sa vidéo pour qu'elle soit diffusée à la télévision française: «Certains plans présents dans les reflets de la voiture apparaissent, à notre sens, disproportionnés et jettent un discrédit sur tout le secteur de l'automobile [...]: plan d'usines/cheminées et d'accident, tout en créant un climat anxigène. Ils devront donc être modifiés.» Cette décision a suscité un tollé sur la toile, nombre d'internautes — dont de nombreux militants écologistes — dénonçant le deux poids deux mesures entre les publicités omniprésentes pour l'automobile et le traitement réservé à ce spot pour une marque de vélo. De son côté, VanMoof a dénoncé un manque de transparence et a refusé de modifier ces plans, quitte à perdre les diffuseurs. Car les avis de l'Arpp sont certes consultatifs, mais ils sont très suivis par les diffuseurs. «Nous refusons de faire une version édulcorée qui répondrait aux recommandations de l'Arpp en faveur de l'industrie automobile française, assure la chargée de communication du fabricant. Notre message est fort, mais il n'y a aucune controverse et la pollution automobile reflète une situation à laquelle doivent faire face beaucoup de citoyens.» Cet épisode a paradoxalement donné une belle visibilité à la marque néerlandaise: sur YouTube, le spot a été vu plus d'un million et demi de fois. «L'Autorité de régulation censure une pub pour un vélo qui critique les pollutions de l'automobile», Reporterre, 1^{er} juillet 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : 12€ = 3 MOIS D'HEBDO ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard	6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 35 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 60 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org